

CHANEGRIHA À PROPOS DE LA DIPLOMATIE ALGÉRIENNE

UNE NOUVELLE DYNAMIQUE

Page 24

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8124 LUNDI 24 FÉVRIER 2025

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

CONSEIL DES MINISTRES

Plusieurs dossiers examinés avant le Ramadhan

Page 24

CRÉATION DE L'UGTA ET NATIONALISATION DES HYDROCARBURES

LES TRAVAILLEURS SOCLE DE LA SECONDE INDÉPENDANCE

Le 24 février 1956 et le 24 février 1971, ce sont deux dates charnières qui ont marqué d'une empreinte indélébile l'histoire de l'Algérie. De la mobilisation des travailleurs contre le colonisateur pour soutenir la révolution algérienne et défendre leurs droits en créant l'UGTA, à une autre forme de révolution neuf ans après l'indépendance. Celle de s'affranchir complètement de l'emprise de la France en décrétant la souveraineté pleine et entière sur les richesses pétrolières et gazières. L'Algérie avait alors décidé de nationaliser ses hydrocarbures : une seconde indépendance.

Pages 2 à 6



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

ENTRE DÉMARCHES DISCRÈTES ET NÉGOCIATIONS SECRÈTES

Enjeux d'une nationalisation réussie

L'idéal libérateur et de justice du mouvement national a trouvé son écho dans la nationalisation, par l'Algérie indépendante, de ses richesses pétrolières et gazières. Ce processus stratégique qui a mis aux prises, neuf ans seulement après le recouvrement de sa souveraineté nationale, l'Algérie face à l'ancien colonisateur, la France, a permis aux autorités algériennes de réussir l'exploit de s'affirmer en maître de ses richesses, donc de sa destinée, là où vingt années plus tôt, le Premier ministre iranien, Mohamed Mossadagh, a échoué.

Il faut dire que l'histoire de la nationalisation du 24 février 1971 est digne d'un polar à suspens et des grands coups de maîtres échiquiers. C'était une stratégie savamment étudiée et appliquée par le président Houari Boumediene et une poignée de responsables, dont le ministre des hydrocarbures de l'époque Belaïd Abdesselam et le PDG de la Sonatrach, Sid Ahmed Ghozali.

Dans le contexte de l'époque, alors qu'Algériens et Français négociaient sur le pétrole algérien, en novembre-décembre 1970 par le truchement du chef de la diplomatie algérienne Abdelaziz Bouteflika et le ministre français du Développement industriel et scientifique, François-Xavier Ortoli. Très peu de personnes savaient que l'Algérie allait prendre une décision historique aux répercussions stratégiques.

En ces temps de Guerre froide, et après la rupture des relations diplomatiques entre Alger et Washington, personne ne pouvait imaginer un changement de cap énergétique qui allait être opéré par l'Algérie au profit des pétroliers américains, au détriment des entreprises françaises. C'est donc entre secret et discrétion que les Algériens ont su manœuvrer pour mettre l'ancienne puissance coloniale devant le fait accompli.

Déjà, la nationalisation du secteur minier le 6 mai 1966 allait donner le ton. Le gouvernement algérien entend ainsi se défaire des dispositions des accords d'Evian pour gagner davantage de souveraineté sur les richesses du pays. L'heure est au développement tous azimuts et nulle entrave ne devait se mettre sur le chemin de l'Algérie indépendante, surtout pas la France, qui en 1971 a connu une poussée xénophobe anti-algérienne qui s'est manifestée à travers des attentats contre des consulats algériens en France.



Un coup de maitre.

GAGNER DAVANTAGE DE SOUVERAINETÉ

Très discrètement, Algériens et Américains allaient s'entendre sur un minimum syndical pour pouvoir renouer le dialogue technique, énergétique et financier par l'entremise de Messaoud Zeghar, personnage de légende qui avait ses entrées jusque dans la Maison Blanche.

En novembre 1970, la machine s'accélère. Le 2 novembre est annoncée la signature d'un accord portant sur le rachat par la Sonatrach de l'actif de la société américaine Sinclair.

Cinq jours plus tard, le 7 novembre, la Sonatrach demande officiellement à l'administration américaine d'autoriser le programme d'importation à long terme de gaz naturel algérien. Le 12 novembre l'annonce est faite sur la nationalisation à l'amiable des intérêts des sociétés pétrolières américaines Mobil Oil (exploitation) et Newmont Overseas.

En parallèle, et le même jour, un contrat est signé entre la Sonatrach et le ministère espagnol du Commerce. L'Espagne importera au cours des quatre prochaines années 10 millions de tonnes de pétrole brut.

Le 18 novembre, un accord d'indemnisation des intérêts du groupe Royal Dutch Shell est annoncé par la presse algérienne. Dix jours plus tard, le quotidien « El Moudjahid », annonce la signature récente de deux accords conclus entre la Sonatrach, Shell et Mobil et portant sur la fourniture de pétrole brut algérien.



Entre le 02 et le 11 décembre 1970, le PDG de la Sonatrach, Sid Ahmed Ghozali séjourne aux Etats-Unis. Au menu, démarcher auprès de la Commission fédérale de l'énergie qui doit statuer sur les importations de gaz naturel liquéfié algérien.

En plus des contacts avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, BIRD, et la signature le 9 d'un prêt accordé à la Sonatrach par la Banque Manufacturers Hanover Trust Company (5 millions de dollars sans garantie) pour l'achat d'équipement géophysique.

Les événements vont s'accélérer après la visite du président Boumediene en Libye les 26 et30 décembre 1970. Il fallait protéger ses arrières contre d'éventuelles représailles de la part de la France. Financièrement, la Libye de Mouamar Kadhafi allait renflouer les caisses de la banque centrale d'Algérie pour éviter de mauvaises surprises. En retour, une délégation du ministère libyen du pétrole a séjourné à Alger les 1er et 5 janvier 1971.

Le 12 janvier 1971, un contrat est signé entre la Sonatrach et l'américain EI Paso qui, conformément au protocole conclu en octobre 1970, prévoit l'importation par les Etats-Unis de 5 milliards de m3 par an de gaz naturel liquéfié.

La visite les 12-18 janvier du commandant Abdesselam Djalloud, vice-président du Conseil des ministres libyen à Annaba et à Arzew a abouti à la création d'une société mixte pour le transport des hydrocarbures.

UN PROCESSUS INÉLUCTABLE

Le 02 février, dans un discours, le président Boumediene insiste sur l'appartenance du pétrole à l'Algérie. Le même jour, sont publiés au Journal officiel les deux décrets portant indemnisation des intérêts détenus en Algérie par Mobil et Shell. Dans un autre discours, le 19 février, le président algérien revient à la charge et déclare devant les cadres de l'Armée de l'air : « le contrôle authentique de nos richesses est un processus inéluctable ».

Le 23 février, « El Moudjahid » publie une série d'articles sous l'intitulé : « Les visées pétrolières françaises en Algérie à travers l'évolution des institutions et des textes ». Le ton est donné, et la rupture avec la France est imminente.

C'est effectif le 24 février. Le président Boumediene annonce que l'Algérie prend le contrôle de sociétés pétrolières françaises et nationalise les gisements de gaz naturel et les moyens de transport terrestre des hydrocarbures. Le président Boumediene propose au même moment l'ouverture de négociations immédiates pour fixer l'indemnisation des sociétés, réexaminer les structures des sociétés et étudier le reste du contentieux franco-algérien.

Cette chronologie non exhaustive des événements ne prend pas en considération un aspect des plus épiques de cette affaire, celle du sulfureux Rachid Tabti, maître espion qui a pu infiltrer les hautes sphères politiques françaises et avoir les plans français dans leurs négociations avec les autorités algériennes sur la question du pétrole.

Nous l'avons vu, deux options s'étaient offertes aux Algériens, se ménager la bienveillance des Américains et débusquer les Français. Pour Ahmed Mechraoui, expert pétrolier et ancien vice-président de Sonatrach, « le travail de coulisses a abouti à deux choses, la neutralité des États-Unis dans cette affaire et ce qu'a ramené Rachid Tabti comme informations et documents qui ont permis aux négociateurs algériens d'avoir toujours une avance sur les autres ».

Telle est l'histoire d'une nationalisation pas comme les autres qui a non seulement permis aux Algériens de rentrer dans la cour des Grands, mais aussi de garantir la pérennité des nationalisations qui allaient suivre, celles de Libye et d'Irak, notamment.

Mahmoud Benmostefa

NATIONALISATION DES HYDROCARBURES

L'autre rupture avec le colonialisme

Pour la majorité des historiens, la nationalisation des industries gazière et pétrolière en Algérie a été un véritable tournant dans les relations avec l'ex-puissance coloniale. Quelques années avant cet acte majeur, les rapports étaient devenus déjà conflictuels et des négociations serrées ont eu lieu.

La jeune République algérienne, indépendante depuis peu, avait compris que la réelle indépendance et la totale souveraineté ne peut négliger le secteur économique. Pour les autorités de l'époque, le pari est certes risqué, mais il fallait coûte que coûte conquérir cette autonomie économique, notamment sur l'une des ressources naturelles, un gisement immense, seul vecteur qui engrangera des recettes et permettra de lancer les programmes de développement du pays, exsangue par une longue guerre de Libération.

Pour cela, Alger a décidé de nationaliser son industrie des hydrocarbures. Cela a été difficile, ardu face à des Français qui ne s'attendaient guère à cette démarche algérienne. Les relations deviennent rapidement tendues, marquées par d'abord des pourparlers qui débordaient sur le champ politique et diplomatique. Les stigmates de la guerre de Libération et ses conséquences socio-économiques s'invitent dans les réunions serrées entre négociateurs. Au départ, on évoquait des frictions pour des questions techniques, ensuite on parlait de litiges financiers, avant de confirmer l'existence d'une crise entre l'Algérie et la France.

Pour les Algériens, ce pétrole se trouve sous le sol algérien, donc il appartient à l'Algérie. Un argument massu, en forme de principe, que Paris n'a jamais pu admettre. La décolonisation économique est alors en marche.

« Nous avons décidé ce jour… » C'est par ces mots que, le 24 février 1971, le président Houari Boumédiène commence son annonce devant des dirigeants et de cadres du syndicat UGTA, la nationalisation des hydrocarbures du pays.

L'annonce spectaculaire a surpris tout le monde, car ni la France ni ses compagnies ne croyaient que les Algériens étaient capables de relever un nouveau défi. La décision a pris de court les sociétés françaises, qui pensaient que le pétrole algérien était une chasse gardée, le dernier butin de la colonisation. Il est vrai que cette politique de nationalisation des richesses minières et énergétiques n'était pas mentionnée dans les Accords d'Evian du 19 mars 1962, qui avaient scellé l'indépendance du pays.



Un véritable tournant.

Seulement, les Français ont ignoré, ou feint d'ignorer, que cette politique figurait en toutes lettres comme objectif dans le programme de Tripoli, adopté par le Conseil national de la Révolution, qui était l'instance suprême du FLN. Elle est également adoptée par la Charte d'Alger, à l'issue du premier Congrès du FLN en avril 1964. Pour les historiens, il y a erreur d'appréciation chez Paris, pensant que les Algériens étaient incapables d'assurer par eux-mêmes l'exploitation et la gestion des hydrocarbures. Or, cette volonté de récupérer les richesses nationales détenues par le capital privé étranger, essentiellement français, s'est manifestée dès 1963, quand l'Etat algérien créa la compagnie pétrolière Sonatrach, qui deviendra le principal outil de l'indépendance pétrolière.

Après cette annonce, le monopole de la distribution en Algérie de ces produits et des autres dérivés des hydrocarbures liquides et gazeux, ainsi que leur stockage et leur transport, sont confiés à la Sonatrach (Société pétrolière nationale).

Le choc en France est terrible. Avec la nationalisation, l'ex-puissance coloniale perd ses grands privilèges économiques et financiers en Algérie. Dans le monde, le retentissement est immense, cela préfigure déjà le début d'une nouvelle conscience pour les pays producteurs, notamment dans la région arabe, avec les premiers soubresauts dans la conquête des richesses énergétiques.

L'effet a fait boule de neige. La Libye, puis l'Irak et d'autres pays décidèrent de prendre le contrôle de leur pétrole. A cette époque, le cartel de l'OPEP (Organisation des pays producteurs) amorce une révolution dans la géopolitique mondiale, qui finira par créer un incroyable séisme en Occident en octobre 1973, bouleversant complètement le marché. Le boycott pétrolier et la fermeture du canal de Suez ont chamboulé les donnes. De deux dollars et quelques cents le baril, les cours de l'or noir s'envolent, et les Trésors des pays producteurs gagnèrent au change.

Entre l'Algérie et la France, l'impact a été ressenti différemment. Les premiers temps, c'est un coup de froid dans les relations algéro-françaises et qui va peser lourdement dans les prochaines années.

Les compagnies françaises décidèrent de ne plus acheter du pétrole algérien et de porter les contentieux en cours devant les tribunaux internationaux. Elles exigèrent des indemnisations colossales. Pis encore, le vin algérien est même boycotté par les sociétés françaises, en signe de représailles et de pression.

Rapidement, les compagnies étrangères allèrent jusqu'à cesser tout enlèvement du pétrole brut stocké en Algérie et menacèrent de poursuites judiciaires tout autre client qui voudrait acheter ce pétrole algérien. Selon les témoignages des acteurs de l'époque, l'Etat français a suggéré aux grandes banques et consortiums financiers de ne pas accorder des crédits ou des prêts aux autorités algériennes pour les asphyxier et de donner ainsi un exemple de dissuasion à d'autres Etats qui voudraient suivre le même chemin algérien.

Ces menaces et coups d'épouvantail se sont évaporés quelque temps après la visite du président français, Giscard d'Estaing, en Algérie. Une visite qui mettra fin aux conflits. Mais les compagnies pétrolières françaises n'ont jamais pu revenir au premier plan en Algérie, ni dans l'investissement, ni dans l'exploration, ni dans le forage et l'extraction, ni même à travers de partenariat ou montage financier.

Pour Alger, cette nationalisation est une revendication historique, un « 1er novembre économique », une restauration de la souveraineté nationale. Elle est devenue un moment-clé de l'histoire de l'Algérie contemporaine.

Mohamed Kouini.

La «seconde indépendance» de l'Algérie

IL Y A 54 ANS, l'Algérie nationalisait ses hydrocarbures, recouvrant ainsi un autre pan de sa souveraineté. Depuis cette date charnière, le secteur de l'énergie est passé par plusieurs étapes, relevé des défis et s'est ouvert à de nouvelles perspectives, dans un contexte local et international en perpétuelle mutation.

« Kararna ta'emime el mahroukate» (Nous avons décidé de nationaliser les hydrocarbures), avait déclaré alors le président Houari Boumediène. C'est la phrase qui a changé le destin pétrolier en Algérie et ouvert une nouvelle ère, celle du recouvrement de la souveraineté de l'Algérie sur ses hydrocarbures, considérés comme « une chasse gardée » des sociétés pétrolières françaises.

La nationalisation des hydrocarbures, annoncée par le défunt Houari Boumediene le 24 février 1971 à la Maison du Peuple à Alger, siège de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), qui célébrait son 15e anniversaire, a donc permis à l'Algérie de reprendre le contrôle de ses ressources naturelles et de récupérer sa manne pétrolière, et mettre sur les rails le processus de développement économique et social du pays.

Si l'Algérie est devenue à partir du 5 juillet 1962 le propriétaire des ressources du pays en hydrocarbures, bien que la France ait continué de posséder le réel pouvoir de gestion de ces richesses, et a créé le 31 décembre 1963 Sonatrach, il fallait attendre le 24 février 1971 pour retrouver sa pleine souveraineté sur ses ressources énergétiques.

UN CADRE JURIDIQUE QUI S›ADAPTE

Ainsi, la décision de nationalisation des hydrocarbures a permis l'acquisition par l'Algérie d'au moins 51% des intérêts des sociétés concessionnaires françaises qui opéraient dans le sud du pays où activaient également d`autres grandes multinationales (BP, Esso, Shell, Mobil...). Il est aussi imposé aux entreprises étrangères de s'associer avec Sonatrach pour pouvoir investir dans des activités de recherche et de production

La décision de nationalisation des hydrocarbures a été suivie d'une ordonnance signée le 12 avril 1971, promulguant la loi fondamentale sur les hydrocarbures, qui définissait ainsi le cadre dans lequel devrait s'exercer, dorénavant, l'activité des sociétés étrangères en matière de recherche et de production des hydrocarbures en Algérie.

Une autre date à retenir aussi, celle du 19 août 1986, qui marque la promulgation de la première loi sur les hydrocarbures, marquée par une ouverture dans l'amont pétrolier, dans un contexte du choc pétrolier qui a conduit le pays à une grave crise financière. Cette loi, qui visait essentiellement la relance des investissements, a introduit une nouveauté dans les contrats : le partage des découvertes des hydrocarbures liquides. La loi a été par la suite révisée en 1991 pour être élargie à la prospection et aux découvertes de gaz naturel. L'amendement permet également de porter à l'international le règlement des litiges opposant les investisseurs étrangers à Sonatrach dans le cadre des contrats d'association. Cela a permis la relance des activités de prospection et de recherche, entraînant d'importantes découvertes. En 2005, une nouvelle loi sur les hydrocarbures a été promulguée dans l'objectif de moderniser le système fiscal et attirer les investisseurs étrangers. Le monopole de Sonatrach sur les activités de recherche et de production des hydrocarbures a été aussi supprimé, en attribuant certaines prérogatives de la compagnie nationale à deux nouvelles agences, à savoir l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) et l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft).

Une année après, soit en 2006, la loi fut révisée et Sonatrach a repris donc son rôle d'acteur principal garantissant le monopole de l'Etat dans le secteur, avec l'obligation d'avoir une participation minimale de 51% dans chaque projet de recherche et de production d'hydrocarbures rétracté. Devant les résultats mitigés de la loi sur les hydrocarbures, un nouvel amendement est promulgué en 2013, qui a permis d'introduire de nouvelles mesures incitatives qui permettent d'améliorer l'attractivité. Le secteur s'est ensuite doté d'une autre loi, celle de 2019 pour remédier au ralentissement de l'effort d'exploration, notamment en partenariat, dans un nouveau contexte marqué par une baisse structurelle des prix de pétrole. Outre la simplification du régime fiscal, trois formes de contrats sont introduites dans la nouvelle loi : le contrat de participation, le contrat de partage de production et le contrat des services à risque.

Lilia Aït Akli

AÏSSA MOUHOUBI AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«Le secteur énergétique est à un tournant décisif»

Le 24 février ne passe jamais inaperçu. Le recouvrement par l'Algérie de sa souveraineté sur ses hydrocarbures marque un tournant majeur pour le secteur de l'énergie. Retour sur cette décision historique avec le spécialiste en économie d'énergie, professeur à l'université de Béjaïa, Aïssa Mouhoubi, qui revient dans cet entretien sur les défis relevés et futurs du secteur énergétique mais surtout sur le potentiel du pays en énergies renouvelables.

Le Jeune Indépendant : ***Comment la volonté de nationaliser ses domaines pétroliers et gaziers est-elle née en Algérie ?***

Aïssa Mouhoubi : Au lendemain de l'indépendance de l'Algérie en 1962, le secteur des hydrocarbures a subi une transformation majeure, devenant ainsi le pilier central de l'économie nationale grâce, notamment, à la création de la Société nationale de transport et de commercialisation des hydrocarbures (Sonatrach) le 31 décembre 1963.

L'engagement de l'Algérie dans une série de réunions aux côtés des pays pétroliers avec les compagnies pétrolières internationales (CPI), afin de défendre ses intérêts, a été renforcé par des tensions telles que celles apparues en 1968 avec la société CRERS. Cette dernière, exploitant le champ de Zarzaïtine, avait refusé de se conformer aux injonctions de la Direction de l'énergie et des carburants (DEC), qui lui demandait de réduire ses extractions. Ce contentieux a illustré la nécessité pour le pays de reprendre le contrôle de ses ressources, une ambition qui ne se concrétisera pleinement qu'avec les nationalisations de 1971. Les nationalisations du 24 février 1971, marquées par la prise de contrôle de 51 % des actifs des compagnies pétrolières étrangères et de 100 % des actifs gaziers, ont constitué un tournant décisif, conférant à Sonatrach un nouveau rôle de garant du domaine minier national. La société s'est lancée dans de nouvelles activités qui, initialement, ne relevaient pas de ses spécialités (transport et commercialisation). L'amont pétrolier est devenu une nouvelle responsabilité que Sonatrach devait assumer. La compagnie est devenue, depuis, la première entreprise publique du pays et un acteur majeur sur la scène énergétique internationale.

Les booms pétroliers de 1973 et de 1979 ont donné à l'Algérie l'opportunité d'investir les rentes récoltées dans des plans de développement ambitieux. Cependant, le tournant de 1986 a bloqué toutes les velléités. Afin de remédier à la longue crise pétrolière qui s'en est suivie, les législations pétrolières ont traversé plusieurs phases de transformation, reflétant les défis économiques, les fluctuations du marché mondial et les priorités stratégiques du pays. Ces évolutions ont été marquées par des réformes successives, oscillant entre libéralisation pour attirer les investissements étrangers et renforcement du contrôle de l'État pour maximiser les revenus pétroliers.

Quels sont les principaux défis rencontrés depuis les nationalisations ?

Depuis les nationalisations de 1971, le secteur des hydrocarbures a consolidé son contrôle sur ses ressources mais il fait face à plusieurs défis en matière d'extraction et de commercialisation, tant au niveau national qu'international. L'un des principaux défis réside dans le vieillissement des infrastructures et des gisements.

De nombreux champs pétroliers, exploités depuis plusieurs décennies, sont en phase de déclin naturel et nécessitent des technologies avancées pour maintenir leur productivité. Par ailleurs, les infrastructures, notamment les raffineries et les pipelines, nécessitent d'importants investissements pour leur modernisation afin d'éviter une baisse de la productivité. L'exploration de nouvelles ressources est également un enjeu



majeur. Le vaste territoire de l'Algérie est l'un des moins explorés au monde, avec une densité d'exploration de 7 puits/10 000 km², contre une moyenne mondiale de 95 puits/10 000 km². L'Algérie dispose encore de réserves inexploitées, notamment en offshore et en hydrocarbures non conventionnels comme le gaz et le pétrole de schiste. Cependant, leur exploitation nécessite des investissements technologiques lourds et des partenariats étrangers.

Sur le marché intérieur, la forte hausse de la consommation énergétique constitue un défi majeur. La demande interne de pétrole et de gaz est en constante augmentation, alimentée par la croissance démographique et le développement industriel. Les subventions aux carburants et à l'énergie, bien qu'importantes pour la population, pèsent lourdement sur les finances publiques et encouragent une surconsommation, limitant ainsi les quantités disponibles pour l'exportation. Malgré des progrès réalisés en matière d'autosuffisance en produits raffinés, comme les carburants, le pays peine à répondre à ses besoins en autres produits raffinés. Cependant, des avancées notables ont été faites dans le secteur de la pétrochimie, permettant d'éviter des pénuries d'approvisionnement.

A l'international, l'Algérie reste fortement dépendante du marché européen, qui absorbe l'essentiel de ses exportations d'hydrocarbures. Cette dépendance la rend vulnérable aux fluctuations de la demande et aux politiques énergétiques européennes, visant à diversifier les sources d'approvisionnement et à accélérer la transition énergétique. Par ailleurs, la volatilité des prix du pétrole affecte directement les revenus du pays, les hydrocarbures représentant plus de 90 % des exportations et environ 40 % du PIB. A cet égard, il convient de noter que les autres secteurs (agriculture et industrie notamment) ont pu, même modestement, réduire la part des hydrocarbures dans les grandes variables macroéconomiques.

La concurrence accrue sur le marché international complique également la commercialisation du pétrole algérien. La montée en puissance des Etats-Unis grâce au pétrole de schiste, ainsi que la présence d'autres acteurs majeurs comme la Russie et les pays du Golfe ont menacé la part de marché de l'Algérie. Pour faire face à cette situation, le pays doit diversifier ses clients, notamment en cherchant à exporter davantage vers l'Asie et l'Afrique. Le développement de la chaîne du GNL (Gaz Naturel Liquéfié) est également une option pour explorer de nouveaux horizons et ne plus être dépendant des «tuyaux».

Pour rappel, l'Algérie a été le premier exportateur mondial de GNL.

En somme, l'Algérie doit relever plusieurs défis pour assurer l'avenir de son secteur pétrolier. La modernisation des infrastructures, la diversification des marchés et l'exploration de nouvelles ressources sont des leviers essentiels pour garantir la soutenabilité des extractions et une meilleure rentabilité du secteur.

Quels sont alors les challenges futurs pour le secteur de l'énergie, aussi bien en interne qu'en externe ?

Le secteur de l'énergie en Algérie fait face à des défis majeurs, tant au niveau interne qu'externe, qui détermineront son avenir dans un contexte de mutations profondes du marché mondial. Entre l'impératif de modernisation des infrastructures, la nécessité d'exploiter de nouvelles ressources et l'évolution des rapports de force géopolitiques, l'Algérie doit rapidement adapter sa stratégie pour préserver son rôle d'acteur clé dans le domaine de l'énergie.

Sur le plan interne, la dépendance aux hydrocarbures conventionnels et la baisse naturelle de production des champs historiques (Hassi Messaoud et Hassi R'mel) obligent le pays à diversifier ses sources d'extraction. L'Algérie dispose de vastes réserves de gaz et de pétrole de schiste (troisième réserve mondiale), mais leur exploitation reste un tabou en raison de préoccupations environnementales. Il devient impératif de s'inspirer du modèle américain, qui a su révolutionner l'exploitation du schiste grâce à des innovations en matière de fracturation hydraulique et de forage horizontal. En développant des partenariats stratégiques et en attirant des capitaux étrangers, le pays pourrait accélérer l'exploitation de ces ressources, assurant ainsi des extractions pérennes et compétitives face à la concurrence. De plus, les gisements offshores, encore largement inexplorés, offrent une opportunité cruciale pour diversifier l'offre énergétique du pays et renforcer sa capacité d'exportation à long terme.

Sur le plan externe, la guerre en Europe a bouleversé l'équilibre du marché gazier, créant une fenêtre d'opportunité pour l'Algérie. Avec la mise à l'écart de la Russie en raison des sanctions occidentales, le pays est devenu une alternative privilégiée pour plusieurs Etats européens, augmentant ses exportations de gaz naturel vers l'Italie, la France et l'Espagne. Toutefois, cette situation pourrait être temporaire. Un éventuel cessez-le-feu entre la Russie et l'Ukraine pourrait aboutir à une réintégration progressive de la Russie sur le marché européen, ce qui réduirait la demande en gaz algérien et ferait chuter les prix. L'Algérie doit donc anticiper cette éventualité en sécurisant des contrats de long terme avec ses partenaires européens, tout en négociant des prix avantageux et en accélérant son positionnement sur d'autres marchés, notamment en Asie. Ma recommandation à ce sujet est de mettre fin à l'indexation du prix du gaz à celui du pétrole.

Un autre risque majeur pour l'Algérie réside dans la construction potentielle d'un gazoduc reliant le Qatar à l'Europe via l'Arabie saoudite et la Syrie. Face à ces défis, l'Algérie doit adopter une vision proactive en modernisant son secteur énergétique, en accélérant l'exploitation soutenable des hydrocarbures non conventionnels, en diversifiant ses marchés et en consolidant sa position de fournisseur stratégique. L'avenir de son secteur énergétique dépendra de sa capacité à anticiper les évolutions géopolitiques et à transformer ses atouts en leviers de croissance économique.

En plus de son rôle clé en tant que fournisseur énergétique majeur de l'Europe, notamment en gaz naturel, comment l'Algérie peut-elle s'imposer comme un acteur stratégique dans le développement des énergies renouvelables, en particulier l'hydrogène vert, et renforcer ses partenariats avec les pays européens ?

Avant de répondre à cette question, il convient d'éclaircir un concept. Une énergie renouvelable provient d'une source inépuisable (soleil, vent, géothermie, biomasse, force de l'eau, etc.). Cependant, l'électricité produite par un panneau solaire ou une éolienne ne peut être considérée comme totalement renouvelable, car les moyens de production eux-mêmes ne le sont pas. Ainsi, dans ce qui suit, nous parlerons plutôt d'énergies intermittentes ou techno-dépendantes.

L'Algérie dispose d'atouts considérables pour s'imposer comme un acteur stratégique dans le développement des énergies solaire et éolienne. L'hydrogène vert représente à la fois une opportunité économique et un levier de positionnement géopolitique que Sonatrach a tout intérêt à saisir. Grâce à son ensoleillement exceptionnel, l'un des plus élevés au monde (plus de 3 000 heures par an), l'Algérie peut produire de l'électricité à bas coût grâce à l'énergie solaire, une ressource essentielle pour l'électrolyse de l'eau, permettant de générer de l'hydrogène vert. De plus, avec ses vastes régions désertiques peu peuplées, le pays dispose d'un espace suffisant pour développer des centrales solaires de grande capacité, réduisant ainsi le coût de production et renforçant son attractivité sur le marché international.

Sur le plan des projets en cours, l'Algérie a annoncé plusieurs initiatives visant à produire et exporter de l'hydrogène vert vers l'Europe. Parmi elles, le projet Hydrogène Vert Algérien, soutenu par l'Etat, ambitionne de développer des infrastructures dédiées à cette nouvelle filière. L'Algérie a également signé des accords de coopération avec des partenaires européens, notamment l'Allemagne et l'Italie, qui cherchent à sécuriser leurs sources d'hydrogène pour accompagner leur transition énergétique. En outre, l'interconnexion gazière existante entre l'Algérie et l'Europe pourrait être exploitée pour le transport de l'hydrogène, réduisant ainsi les coûts liés à la création de nouvelles infrastructures. Sonatrach et Sonelgaz commencent à investir dans ce secteur, cherchant à tirer parti de l'intérêt croissant des pays européens pour cette ressource. Ces acteurs majeurs de l'énergie, déjà expérimentés dans la gestion des infrastructures énergétiques, pourraient adapter leur expertise à cette nouvelle industrie, à condition d'attirer des investissements étrangers afin d'accéder aux technologies les plus performantes.

En conclusion, le secteur énergétique algérien, fort de son héritage historique et de ses ressources abondantes, se trouve à un tournant décisif. Tout en continuant de jouer un rôle clé dans l'approvisionnement énergétique de l'Europe, l'Algérie doit défendre la ressource gazière, laquelle est respectueuse de la nature et offre un rendement énergétique propre et élevé.

Entretien réalisé par Lilia Aït Akli

ENGAGEMENT, LUTTES ET ADAPTATIONS STRATÉGIQUES

L'UGTA face aux défis de l'Histoire

L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), fondée le 24 février 1956, représente une évolution d'un syndicalisme profondément ancré dans la réalité politique et socioéconomique du pays. Son histoire, marquée par des engagements militants, des tragédies et des transformations stratégiques, illustre parfaitement le concept d'«accordéon politique», un terme désignant la capacité du syndicat à s'étendre pour répondre aux attentes du pouvoir étatique, tout en se contractant pour défendre les intérêts de sa base.



Une réponse aux injustices coloniales.

En février 1956, dans une Algérie sous domination coloniale, où les travailleurs étaient largement marginalisés, la création de l'UGTA apparaît comme une réponse incontournable aux injustices syndicales et à l'oppression du système colonial. Au début des années 1950, la majorité des travailleurs algériens étaient intégrés dans des syndicats coloniaux, notamment la CGT, qui privilégiait majoritairement les revendications des travailleurs européens. Cette situation laissait les ouvriers algériens sans réelle représentation et sans défense de leurs droits spécifiques.

Face à cette exclusion, la nécessité de fonder une organisation syndicale autonome devint urgente. C'est dans ce climat de révolte et de quête de justice que l'UGTA voit le jour, portée par des figures emblématiques comme Aïssat Idir, son premier secrétaire général. Par son engagement et sa détermination, il incarne l'espoir d'une émancipation des travailleurs et pose les bases d'un syndicalisme radical et indépendant.

Dans un contexte où la lutte pour l'indépendance se conjugue à une mobilisation générale de la population, le syndicat joue un rôle essentiel en organisant des grèves générales et des manifestations pacifiques. Ces actions, en paralysant l'économie coloniale, deviennent autant d'armes de résistance et contribuent à attirer l'attention internationale sur la cause algérienne.

L'UGTA soutient ainsi activement le Front de libération nationale (FLN), en fournissant des ressources financières et logistiques, renforçant ainsi le lien entre le mouvement ouvrier et la lutte armée. Cette alliance stratégique, indispensable dans la lutte contre le colonisateur, s'inscrit dans une dynamique de sacrifice et de solidarité, marquant durablement l'histoire du syndicat.

Sur le plan international, le syndicat nationaliste s'est engagé dans la sensibilisation de l'opinion internationale à la question algérienne, tout en définissant les objectifs et le contenu politico-social de la révolution algérienne auprès des mouvements syndicaux du monde. L'organisation a également sollicité leur soutien moral et financier, de même qu'il a œuvré à élargir ses relations avec les organisations syndicales du monde entier, et ce en participant à de nombreuses réunions, conférences et manifestations syndicales et ouvrières.

Le parcours du syndicat est tragiquement ponctué d'arrestations, de tortures et de souffrances. En juillet 1959, Aïssat Idir est arrêté, torturé et assassiné par l'armée de la France coloniale, devenant un martyr dont le sacrifice galvanise le mouvement syndical, tant en Algérie qu'à l'international. « La lutte n'est pas un vain mot : chaque jour d'oppression renforce notre détermination à obtenir justice et liberté », disait-il. Ce témoignage continue d'inspirer ceux qui voient dans le syndicalisme une arme contre l'injustice.

UN SYNDICAT AU CŒUR DE LA CONSTRUCTION DE L'ETAT

Après l'indépendance, l'Algérie ouvre un nouveau chapitre pour l'UGTA, qui devient un acteur central dans la construction de l'Etat. Fort de son héritage révolutionnaire, le syndicat se voit confier la mission de participer activement à la transformation socio-économique du pays. En outre, il devient un interlocuteur privilégié du pouvoir. Dans un contexte dominé par le FLN, le syndicat est intégré à l'appareil de l'Etat. La nationalisation des industries et l'organisation des services publics se font en grande partie par l'intermédiaire de la centrale syndicale qui, tout en défendant les intérêts des ouvriers, joue un rôle dans la mise en œuvre des politiques étatiques.

Cette période voit l'UGTA se transformer en véritable outil de mobilisation, capable de canaliser la contestation, tout en participant activement au projet national.

Le FLN, moteur de la libération nationale, s'appuie ainsi sur des structures comme l'UGTA pour mobiliser les masses. Le syndicat, naturellement aligné avec les idéaux de souveraineté et d'indépendance, voit au fil des années son rôle politique se renforcer. L'UGTA devient ainsi un canal privilégié de dialogue entre le pouvoir et les travailleurs. Elle adopte une posture d'« accordéon politique », capable de se dilater pour défendre les revendications sociales et de se contracter pour soutenir les mesures gouvernementales. Cette relation ambivalente permet au FLN de renforcer sa légitimité tout en absorbant les critiques et oppositions qui pourraient émerger du mouvement ouvrier.

L'UGTA FACE AUX DÉFIS DU NÉOLIBÉRALISME

Les années 1980 sont marquées par l'émergence des premières réformes économiques libérales, qui transforment le paysage socio-économique algérien. Dans ce contexte, la base fait entendre sa voix, exigeant plus d'autonomie et une défense plus rigoureuse de ses droits.

Cette tension culmine lors des manifestations d'octobre 1988, où les travailleurs expriment leur rejet des logiques d'instrumentalisation étatique. Cela met en lumière la nécessité pour l'UGTA de revoir sa posture.

Dans les années 1990, la décennie noire représente une période particulièrement éprouvante pour l'UGTA et l'ensemble du paysage politique. Dans un climat d'instabilité, de violence le syndicat se trouve confronté à des défis majeurs. Sous la direction d'Abdelhak Benhamouda, l'UGTA adopte un programme de réformes visant à renforcer le pouvoir d'achat et préserver les acquis sociaux. Le syndicat négocie notamment l'augmentation du salaire minimum garanti (SMIG) et insiste sur l'indexation des rémunérations pour compenser la hausse du coût de la vie.

Pour contrer les tentatives de privatisation anarchique, l'UGTA revendique la réorganisation de la sécurité sociale et la protection des droits liés aux pensions, considérant que la préservation du patrimoine social est un pilier de la dignité des travailleurs.

Benhamouda avait affirmé sans équivoque que la privatisation ne devait se faire qu'en concertation avec le monde syndical et que toute démarche imposée sans dialogue représentait un risque pour la souveraineté nationale.

Bien que l'UGTA a exprimé des divergences sur certains aspects des réformes économiques, elle a, dans l'ensemble, soutenu le gouvernement dans ses initiatives pour restaurer la stabilité et lutter contre le terrorisme. Cet engagement a été perçu comme une manière de protéger les travailleurs contre les abus et la violence des groupes terroristes, mais aussi de préserver la paix sociale. Benhamouda a joué ainsi un rôle majeur dans l'engagement social et syndical, soutenant l'Etat dans la lutte contre le terrorisme.

« Si c'est faire de la politique que de contribuer à sauver son pays, alors nous ferons de la politique », a-t-il déclaré face aux menaces croissantes.

Cependant, en 1997, Benhamouda est assassiné par les terroristes, un drame qui marque une perte immense pour le mouvement syndical.

LE DÉFI DU XXIe SIÈCLE

Au début du XXIe siècle, l'UGTA fait face aux défis d'un monde en mutation. La mondialisation, l'accélération des échanges économiques et la précarisation de l'emploi redéfinissent les relations entre le syndicat et ses membres. Le pouvoir d'achat s'érode et les revendications pour une meilleure protection sociale se font de plus en plus pressantes. Dans ce contexte, l'UGTA doit repenser ses stratégies et adapter son discours aux nouvelles réalités.

Paradoxalement, la dynamique d'« accordéon politique », qui avait longtemps caractérisé le syndicat, apparaît désormais comme un point de tension. Ainsi, les années 2000 font de l'UGTA un allié indéfectible des décideurs, accentuant le sentiment d'être perçue par une partie de la base comme un frein à une défense véritablement autonome des intérêts des travailleurs.

L'émergence du mouvement Hirak en 2019 accentue cette remise en question. Portant la voix d'une jeunesse en quête de transparence, de justice et de changement, il incite de nombreux militants à exiger que l'UGTA se détache de cette stratégie oscillante et renouvelle son engagement en défense des droits des travailleurs, de manière indépendante et intransigeante. Ce débat interne, nourri par des revendications renouvelées et par les mutations du marché du travail, pousse le syndicat à envisager une réforme en profondeur, capable de concilier héritage révolutionnaire et exigences contemporaines.

Aujourd'hui, l'UGTA se trouve à un véritable carrefour, maintenir son influence tout en naviguant entre la nécessité de soutenir les réformes du gouvernement et les attentes croissantes des travailleurs, qui réclament plus de justice sociale et d'amélioration des conditions de vie.

Sihem Bounabi

AMAR TAKDJOUT, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UGTA :

«Le syndicalisme est un combat permanant»

Depuis sa création en 1956, en pleine guerre de Libération, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) s'est imposée comme un acteur incontournable du paysage syndical et social en Algérie. Aujourd'hui, face à une conjoncture marquée par la transition économique, les mutations du monde du travail et les défis environnementaux, l'UGTA doit réinventer son rôle tout en restant fidèle à ses valeurs fondamentales. Dans cet entretien, son secrétaire général, Amar Takdjout, revient sur l'héritage historique du syndicat, les enjeux actuels du dialogue social et les réformes nécessaires pour garantir les droits des travailleurs.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LYNDA LOUIFI

Le Jeune indépendant : En quoi l'héritage de l'UGTA à sa création en 1956 est-il encore visible dans le syndicalisme algérien aujourd'hui ?

Amar Takdjout : Dire que l'héritage de l'UGTA est visible aujourd'hui n'est pas toujours évident, car il s'agit d'un legs historique majeur. L'UGTA de 1956, née en pleine révolution, s'inscrivait dans une dynamique d'engagement et de lutte. Son contexte de création était très particulier : elle avait pour objectif de mobiliser les travailleurs, de les impliquer dans l'effort de libération nationale, de les soutenir financièrement et de renforcer leur engagement militant. C'était donc une organisation fondée sur la résistance et la solidarité dans un contexte de lutte pour l'indépendance.

Après l'indépendance, l'UGTA a évolué dans un cadre nationaliste fort. Elle portait toujours l'héritage de la Révolution, tout en jouant un rôle central dans l'édification du pays. Il fallait alors construire une base économique et industrielle solide, garantir le travail pour tous et créer les conditions d'une économie indépendante, rompant avec la dépendance coloniale. Ce fut une période de militantisme engagé, où il s'agissait à la fois de préserver l'héritage révolutionnaire et de relever le défi de la reconstruction nationale. Face aux critiques qui doutaient de la capacité de l'Algérie à bâtir une économie viable, l'UGTA a mené un combat de sensibilisation et d'éducation pour encourager et porter la société à se prendre en charge et à être indépendante.

Ensuite, le pays a traversé une période difficile, marquée par la décennie noire. L'UGTA a alors joué un rôle national essentiel en défendant les acquis de la Révolution et les fondements de la République. Cette dernière était l'émanation directe du combat pour l'indépendance, incarnant des symboles forts, comme l'hymne national, le drapeau, ainsi que les avancées sociales en matière de protection sociale, de retraite, d'infrastructures et d'emploi. L'UGTA a ainsi continué à défendre les travailleurs et la République dans un contexte d'instabilité politique et sécuritaire.

Aujourd'hui, nous devons prendre du recul et analyser notre héritage à travers trois grandes étapes. Avons-nous su préserver les valeurs de la révolution ? Avons-nous respecté et consolidé l'indépendance du pays ? Avons-nous assuré la protection de la République ?

L'UGTA devrait donc répondre aux nouveaux défis du monde du travail tout en restant fidèle à ses valeurs fondamentales ?

Tout à fait. Mais cela dépend des générations. Certains tiennent un petit peu le fil conducteur de 1956 et restent attachés à la continuité historique de l'UGTA, tandis que d'autres, ne l'ayant pas connu, n'en perçoivent pas pleinement l'importance. C'est pourquoi il est essentiel de raviver la mémoire collective, de rappeler que rien n'a été obtenu facilement. Ensuite, nous devons nous inspirer de l'engagement de nos aînés et redéfinir notre militantisme à l'aune des enjeux actuels.

Le monde a changé : la numérisation, les nouvelles technologies, la transition climatique, ainsi que l'émergence de nouveaux défis sanitaires, comme les maladies professionnelles et la santé mentale au travail, imposent une adaptation du syndicalisme. Aujourd'hui, la lutte doit être menée avec intelligence, en développant une pédagogie syndicale, sociale et économique. Le syndicalisme moderne ne peut plus se limiter à l'affrontement, il doit privilégier le dialogue, le débat et la production de solutions. C'est cette vision qu'il faut porter pour adapter l'UGTA aux réalités contemporaines, tout en restant fidèle à son héritage historique.



Amar Takdjout.

Quelle est aujourd'hui la principale mission de l'UGTA face aux défis socio-économiques du pays ?

Tout d'abord, il est essentiel de replacer le contexte actuel et de souligner l'importance de remporter la bataille économique. Cette victoire ne peut être obtenue que collectivement, en instaurant un véritable partenariat au sein des entreprises. Il est crucial que les relations professionnelles évoluent : les employeurs et les employés ne doivent plus se percevoir comme de simples « patrons » et « travailleurs », mais comme des partenaires économiques et sociaux.

Ce changement de perspective relève à la fois d'un travail psychologique et sociologique. Il faut rappeler que nous vivons dans un monde globalisé, où les réalités économiques et sociales nous rattrapent rapidement. Cela implique une transformation des mentalités afin de modifier le regard porté sur l'entreprise et le patronat. Un employeur doit voir ses employés comme des partenaires et inversement. Cette nouvelle approche repose sur l'idée que l'intellectuel et le manuel, combinés au capital financier, permettent de créer une synergie plus forte, favorisant ainsi la prospérité du pays. Ce changement n'est ni facile ni immédiat, mais il est nécessaire.Par ailleurs, un autre objectif important est de corriger les imperfections existantes dans le monde du travail. Il ne s'agit pas tant de problèmes, mais plutôt d'incompréhensions et de décalages entre les différentes parties prenantes. Ces imperfections doivent être ajustées afin de repositionner le monde du travail sur une trajectoire axée sur la réflexion et la production d'idées. C'est dans cette dynamique que réside l'avenir d'une organisation et, plus largement, celui du pays. Un pays bien organisé, structuré et qui réfléchit est un pays dont l'avenir est assuré.

Pensez-vous que la probable augmentation du SNMG dont vous avez parlé suffit à compenser la perte du pouvoir d'achat des travailleurs face à l'inflation ?

Si l'on veut donner du sens à une augmentation ou à un relèvement du SNMG, qui représente aussi une amélioration du pouvoir d'achat des salariés, il est essentiel de créer des conditions favorables. Cela implique la mise en place de mécanismes et d'outils de régulation du marché, une maîtrise efficace des prix, une meilleure orientation de la fiscalité et des impôts, entre autres mesures.

Tout cela doit être pris en compte pour éviter qu'à chaque augmentation, les travailleurs ne subissent rapidement un contrecoup. En effet, à chaque revalorisation salariale, on oublie souvent qu'une hausse a eu lieu précédemment, ce qui est problématique. L'effort fourni est rapidement effacé par l'inflation et les fluctuations économiques.

L'amélioration des salaires est nécessaire, mais elle ne suffit pas à elle seule à résoudre les problèmes économiques des travailleurs. L'économie évolue rapidement, le marché fluctue en permanence, et les augmentations de salaire doivent être accompagnées de mesures structurelles pour éviter un rattrapage constant face à l'inflation. Il est donc crucial de mettre en place des mécanismes pérennes pour garantir que le pouvoir d'achat des travailleurs ne soit pas constamment érodé. Idéalement, une augmentation salariale devrait avoir des effets durables, et non pas être absorbée en quelques mois par la hausse des prix. C'est une piste de réflexion essentielle, car les salaires, les prix et le marché forment un ensemble indissociable qu'il faut repenser et organiser de manière cohérente.

Comment l'UGTA se positionne-t-elle sur la question de la réforme des pensions des travailleurs retraités ?

L'amélioration du pouvoir d'achat concerne aussi bien les retraités que les salariés. Après tout, un retraité a travaillé toute sa vie et contribué à un salaire différé, en quelque sorte une épargne accumulée qui lui est reversée sous forme de pension. Pourtant, comme les salariés, les retraités subissent les fluctuations du marché et la hausse des prix.

En 2023 et 2024, les pensions ont connu une hausse cumulée de 55%, mais cela n'a pas fondamentalement changé la situation des retraités, car sans une maîtrise des prix, toute augmentation reste insuffisante. Il est donc primordial de réfléchir à des solutions pérennes.

Quelles sont les revendications prioritaires de l'UGTA auprès des autorités, notamment concernant l'exercice du droit syndical et les droits des travailleurs ?

Nous ne revendiquons pas simplement le dialogue social, nous l'avons adopté, cela signifie que nous devons être capables de porter cette culture et cette expérience du dialogue social au sein de nos structures. Il est essentiel d'apprendre à dialoguer, écouter, réfléchir et proposer des pistes d'amélioration et de correction.

La question syndicale est vaste et primordiale. Quelles doivent être nos priorités ? Avant tout, le maintien des emplois. Ensuite, il s'agit d'accompagner les entreprises pour favoriser leur développement et instaurer ce qu'on appelle un accord social interne qui va de pair avec le dialogue social. Il faut réapprendre aux acteurs du monde du travail à discuter, à échanger et établir des compromis. L'accord social joue un rôle-clé dans la prévention des crises internes qui peuvent affecter l'entreprise.

C'est un travail à mener à tous les niveaux, y compris au plus haut, mais il est essentiel qu'il se traduise concrètement au sein des entreprises. Après tout, c'est là que se crée la richesse et que surgissent les véritables problématiques. Il est donc crucial d'apprendre aux acteurs économiques et sociaux, à la base, à porter pleinement cette dynamique de dialogue social.

Quel message souhaitez-vous adresser aux travailleurs algériens en cette occasion ?

Le syndicalisme est un combat permanent. Les problèmes économiques et sociaux ne s'arrêtent jamais : un jour tout va bien, et le lendemain les difficultés surgissent. Le travailleur algérien d'aujourd'hui est donc confronté à de nombreux défis. Pour cela, je dirai que l'engagement et le militantisme syndical permettent d'additionner aussi bien les réussites que les échecs. Un syndicat, c'est aussi une accumulation d'expériences, qu'elles soient positives ou négatives. C'est ainsi que l'on peut envisager une véritable sortie de crise.

Il faut faire preuve d'imagination pour anticiper et créer les conditions favorables à ces transformations. Est-ce possible ? Peut-être que ce ne sera pas notre génération qui en récoltera les fruits, mais l'important est de tracer une ligne directrice claire et adaptable, qui pourra être reprise par les générations futures, plus jeunes et plus efficaces. Le syndicalisme a évolué au fil du temps, et il continuera de le faire. Il doit allier expérience et humilité pour rester un acteur social essentiel et pertinent dans un monde en constante mutation.

L.F.

Les indicateurs entre 2023/2024 de performance de l'Afrique au niveau mondial : loin de ses potentialités l'Afrique doit améliorer sa gouvernance



2.-INDICE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DU PNUD SUR 193 PAYS

Nous avons l'indice du développement humain du PNUD ‹IDH qui est un indice composite, sans dimension, compris entre 0 (exécrable) et 1 (excellent). Il est calculé par la moyenne de trois indices quantifiant respectivement trois composantes suivantes: le log PIB par tête en PPA , l'espérance de vie à la naissance, la moyenne pondérée du taux d'alphabétisation et du taux de scolarisation. Nous avons par ordre décroissant selon le rapport du PNUD 2023/2024 en Afrique -Seychelles premier en Afrique avec une note de 0, 802 67eme mondial , -l'Ile Maurice note de 0,786 rang mondial 72eme -Libye note de 0,746 ,rang mondial 92 eme - Algérie note 0,745 rang mondial 93eme - Tunisie note 0,732 rang mondial 1O1eme - Egypte note 0,728 rang mondial 1O5eme - Afrique du Sud note 0,717 rang mondial 11Oeme - Botswana note 0,708 rang mondial 114eme- Maroc note 0,698 rang mondial 12Oeme - Gabon note 0,693 avec un rang mondial 123eme Cap vert note O,661 avec un rang mondial de 131eme-Guinée Equatoriale note O,65O avec un rang au niveau mondial de 133emle – SaoTomé et Principe O,65O rang mondial 141eme – Eswatini note 0,61O rang mondial 142 eme – idem Namibie – Kenya note O,6O1 , rang rnondial 146eme – Congo note 0,593 rang mondial 15Oeme – Cameroun note O,587 rang mondial 151eme- Zambie note O,569 rang mondial 153eme – Ouganda note O,55O rang mondial 159 -Rwanda note 0,548 rang mondial 161eme – Nigeria note O,548 rang mondial 161eme et en dernier nous avons le Mali note O,41O rand mondial 188eme- le Niger note O,394 rang mondial 189eme- la République centra –africaine note O,387 rang mondial 191emee et la Somalie note O,38O rang mondial 193 eme

3.-Classement des pays selon le développement des technologies de l'information et de la communication en 2024 Par ordre le paradoxe du fait de la situation politique, nous avons la Libye qui est à la première place avec un score de 88,1 suivie du : -Maroc (86,8) -Seychelles (84,7) -Maurice (84,2) -Afrique du Sud (83,6) -Algérie (80,9) -Botswana (78,7) -Tunisie (77,2) -Egypte (76,8) -Gabon (74,7) -Eswatini (70,4) -Sénégal (69,3) -Cap-Vert (69,1) -Namibie (68,8) -Ghana (66,2)

4.-L'Indice de l'innovation

Dans son rapport sur l'indice mondial de l'innovation 2024 (GII) intitulé « Unlocking the Promise of Social Entrepreneurship », l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a évalué les pays africains qui accusent du retard important du fait de l'important exode de cerveaux qui vide l'Afrique de sa substance. Selon les données récentes de l'Union africaine, l'Afrique perd environ 70 000 professionnels hautement qualifiés chaque année dont 2 milliards de dollars an uniquement pour le secteur de la santé (source BAD 2023), ce taux d'immigration de professionnels qualifiés étant l'un des plus élevés au monde, étant nécessaire pour le compenser environ 4 milliards de dollars par an et ce souvent pour des raisons tant de conflits que de gouvernance interne mitigée . En prenant le classement suivant rang mondial-le score sur 100 nous avons pour les 20 premiers pays d'Afrique le classement suivant : Ile Maurice premier en Afrique, 55eme mondial et une note de 30,6 -le Maroc 2eme en Afrique -66eme mondial, note 28,8 - Afrique du Sud 3eme en Afrique 69eme mondial - Tunisie 4eme en Afrique 81eme mondial note 25,4 - Egypte 5eme en Afrique , 86e mondial 23,7 et une note 23,7 -Botswana 6eme en Afrique 87eme mondial note 23,1 - Cap-Vert 7eme en Afrique 90eme mondial note 22,3 – Sénégal 8eme en Afrique 92eme mondial note 22,0 - Kenya 9eme en Afrique 96eme mondial , note 21,0 - Ghana 10eme en Afrique, 101eme mondial note 20,0 - Namibie 11eme en Afrique 102eme mondial note 20,0 - Rwanda 12eme en Afrique 104eme mondial , note 19,7 - Madagascar 13eme en Afrique , 110eme mondial, note 17,9 - Cote d'Ivoire 14eme en Afrique, 112eme mondial ,note 17,5 - Nigeria 15eme en Afrique , 113eme mondial , note 17,1 – Algérie 16eme en Afrique 115eme mondial , note 16,2 - Zambie 17eme en Afrique, 116eme mondial , note 15,7 - Togo 18eme en Afrique, 117eme mondial, not 15,6 - Zimbabwe 19eme en Afrique, 118eme rang mondial note 15,6 - Bénin 20eme en Afrique 119eme mondial avec une note de 15,4(source GILL 2024).

5.- le classement de l'Afrique pour l'Intelligence économique

Le rapport pour 2O23 l'intelligence artificielle en Afrique: défis et opportunités du Policy Center for the New South souligne l'impact transformateur de l'intelligence artificielle (IA) sur le paysage économique mondial. Nous avons le classement suivant pour les 15 premiers pays d'Afrique par ordre décroissant : premier en Afrique -Ile Maurice - rang mondial 61eme -Egypte rang mondial – 62eme -Afrique du Sud rang mondial 77eme - Tunisie rang mondial 81eme -Rwanda rang mondial 84eme -Maroc rang mondial 88eme -Sénégal rang mondial 91eme -Bénin rang mondial 97eme -Kenya rang mondial 1O1eme -Nigeria rang mondial 1O3eme -Botswana rang mondial 11O ème -Seychelles rang mondial 112eme -Cap Vert rang mondial 119eme -Algérie rang mondial 12O eme au niveau mondial -Namibie rang mondial 125eme

6.- Classement selon le rapport 2O24 de l'Indice de perception de la corruption du 11 février 2O25

Je rappelle que les données de l'IPC saisissent les aspects suivants de la corruption, en fonction de la formulation de la question spécifique utilisée pour recueillir les données : - les pots-de-vin -le détournement de fonds publics - la prévalence de fonctionnaires utilisant la fonction publique à des fins privées sans subir de conséquences - la capacité des gouvernements à endiguer la corruption et à appliquer des mécanismes d'intégrité efficaces dans le secteur public - les formalités administratives et les contraintes bureaucratiques excessives qui peuvent accroître les opportunités de corruption - les nominations basées sur le népotisme plutôt que sur la méritocratie dans la fonction publique -les poursuites pénales efficaces contre les fonctionnaires corrompus - l'existence de lois adéquates sur la divulgation financière et la prévention des conflits d'intérêts pour les fonctionnaires - la protection juridique des lanceurs d'alerte, des journalistes et des enquêteurs lorsqu'ils signalent des cas de corruption et de versement de pot-de-vin -la captation de l'État par des intérêts particuliers étroits - l'accès de la société civile aux informations sur les affaires publiques. Sur les quelque 13.000 milliards de dollars de dépenses publiques mondiales en 2O23 , si on applique un taux variant entre 1O et 2O% jusqu'à 25% perdus à cause de la corruption qui souvent se répercutant sur le coût de la marchandise accélérant l'inflation nous aurons entre 13OO et 26OO milliards de dollars par an . Selon un rapport de la Banque africaine de développement BAD dans une note du 08 décembre 2024, l'Afrique perdrait 145 milliards de dollars par an pour corruption en 2023 contre 128 en 2021, soit plus 5,17% de son PIB évalué à 2800 milliards de dollars ce qui est énorme . La corruption liés souvent en Afrique à l'importance de la sphère informelle outre les facteurs politiques et sociaux démobilisant la population a pour impact d'importantes pertes pour les recettes fiscales. Et comme l'a mis en relief l'économiste de renommée mondiale, John Maynard Keynes, il vaut mieux que l'homme exerce son despotisme sur son compte en banque personnel que sur ses concitoyens. Par ordre décroissant : les Seychelles arrivent en premier en Afrique étant le pays le moins corrompu, 18è rang mondial, avec une note de 72 suivi de : -Cap-Vert (35è) – note 62 -Botswana (43è) note 57 -Rwanda (43è) note 57 -Maurice (56è) 52 -Namibie (59è) 49 -Bénin (69è) 45 -Côte d'Ivoire (69è) 45 - Sao Tomé-et-Principe (69è) note 45 -Sénégal (69è) note 45 -Ghana (80è) note 42 -Burkina Faso (82è) note 41 - Afrique du Sud (82è) note 41 -Tanzanie (82è) note 41 - Tunisie (92è note 39 -Zambie (92è) 39 -Gambie (96è) 38 -Ethiopie (99è) -Lesotho (99è) -Maroc (99è° score 37 -Algérie (107è) note 34 -Malawi (107è) note 33- Niger (107è) note 32 -Sierra Leone (114è) note 32 - Angola (121è) note 32.

En conclusion, je suis convaincu que l'Afrique a toutes les potentialités pour devenir la locomotive de l'économie mondiale entre 2040/2050 avec l'avènement de la quatrième révolution économique qui se fondera sur la transition numérique et la transition énergétique via les industries écologiques. Son devenir sera ce que les Africains voudront qu'il soit. Comme je le rappelais dans une interview donnée au grand quotidien financier les Echos - Paris le 07 août 2008, et dans plusieurs contributions internationales entre 2O1O-2O24 la numérisation permet la lutte contre la mauvaise gestion et la corruption ce qui renvoient à la bonne gouvernance et à la rationalisation de l'Etat dans ses choix en tant qu'identité de la représentation collective.. adem mebtoul@gmail.com

ATELIER PILOTE DE RECYCLAGE DE TISSUS À BATNA

Les femmes rurales en formation

UN ATELIER pilote de formation des femmes rurales au recyclage de tissus a été lancé en marge du séminaire sur l'économie sociale et solidaire organisé avant-hier, à l'Institut de formation et d'enseignement professionnels de Batna par l'association El Moustakbal pour le développement.

Organisée conjointement avec la direction de la formation et de l'enseignement professionnels et autres acteurs dont l'Agence de développement social, l'initiative concernera au début des femmes rurales de la commune de Hidoussa avant d'être élargie à d'autres communes, a précisé Saada Berdjoudj, présidente de l'association.

L'atelier s'inscrit dans le cadre de la formation qualifiante contractuelle intensive qui permettra d'initier les participantes aux principes de base des pratiques de recyclage des tissus, selon la même source qui a précisé que l'encadrement de cet atelier, qui s'étalera sur trois mois, est encadré par des enseignants du secteur de la formation professionnelle.

Les participantes bénéficieront de l'accompagnement de l'association pour accéder à la matière première et à la commercialisation de leurs produits, selon Mme Berdjoudj qui a inscrit l'initiative dans le cadre de l'autonomisation financière des femmes rurales, à travers leur encouragement à produire et à contribuer au développement local.

Placée sous le thème « l'économie sociale et solidaire, fondement du développement local durable », la rencontre a donné lieu à des interventions d'universitaires et cadres des secteurs concernés sur l'économie équitable et solidaire comme alternative de développement, « les fondements du développement local durable et modèles proposés d'économie solidaire et de leadership social en Algérie à travers l'expérience de l'association El Moutakbal ».

R. R.

LOGEMENTS PUBLICS LOCATIFS À CONSTANTINE

Remise des clés à 230 familles

LA REMISE des clés de 230 logements publics locatifs (LPL) réalisés dans la commune d'Ouled Rahmoune, dans la wilaya de Constantine a été entamée, avant-hier, par les services de l'office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). C'est ce qu'a déclaré à la presse, Fouad Laâroussi, directeur général de cet office au niveau de la wilaya.

Il s'agit de 130 unités situées dans la localité d'El Guerrah et de 100 autres réalisées à Bounouara, a précisé le même responsable précisant que ce nouveau quota fait partie d'un programme totalisant plus de 600 LPL de type (F3), réceptionnés entièrement dans diverses zones d'habitation de collectivité locale.

Selon de DG local de l'OPGI, 381 autres unités, sur ce nombre global, ont été attribués à leurs bénéficiaires depuis le début de l'année en cours dont 300 dans la localité de Bounouara, tandis que 81 autres sont situées au centre de cette commune.

M. Laâroussi a indiqué d'autre part que 100 LPL en cours de construction à l'entrée de la même commune dont le taux d'avancement des travaux a dépassé 90 %, sont en voie de finalisation, faisant savoir que la réception de ce projet est tributaire du parachèvement des des travaux de viabilisation et de voiries et réseaux divers (VRD).

La distribution de ce quota de logements, est prévue dans le cadre de la célébration de la fête de l'indépendance et de la jeunesse (5 juillet prochain), a annoncé le directeur général de l'OPGI de la wilaya de Constantine.

R.R.

FORMATION SUR LA CHIRURGIE VASCULAIRE À L'EHU D'ORAN

Premier atelier sur la technique « Rotarex » en Algérie

Le service de chirurgie vasculaire de l'Etablissement hospitalo-universitaire, 1er Novembre 1954, d'Oran a organisé, hier, un atelier de formation spécialisé sur une nouvelle technique de chirurgie vasculaire, « Rotarex », qui sera adoptée pour la première fois en Algérie.



Le professeur Leïla Ahlem Bouziane, cheffe du même service, a indiqué que la technique « Rotarex » représente une révolution dans le domaine de la chirurgie vasculaire, faisant savoir que son service acquerra l'appareil dans environ un mois et demi « cette technique repose sur la fragmentation et l'aspiration des caillots sanguins, par une approche mini-invasive, ce qui en fait une alternative intéressante aux chirurgies traditionnelles, plus complexes », a-t-elle souligné, ajoutant que cette technique ne nécessite pas d'anesthésie générale, ce qui permet de réduire la durée de l'intervention, d'accélérer la récupération des patients et de raccourcir la période de convalescence.

Elle a ajouté que cette technologie est utilisée pour traiter les obstructions artérielles, en particulier celles de l'artère fémorale et du syndrome du piège poplité, notant que ces pathologies sont en augmentation, notamment chez les fumeurs et les patients souffrant de maladies chroniques, notamment les maladies cardiaques et le diabète.

La même responsable a souligné que son service réalise actuellement entre 4 et 5 interventions par semaine pour les patients souffrant d'obstruction artérielle.

Grâce à cette nouvelle technique, il sera possible d'effectuer jusqu'à 4 interventions par jour, chaque opération ne durant que 30 à 60 minutes, contre plus de 4 heures pour une chirurgie traditionnelle nécessitant une hospitalisation prolongée.

Selon la professeure Bouziane, l'utilisation de cette technique ne se limitera pas au service de chirurgie vasculaire, mais pourra être étendue aux services de cardiologie et d'imagerie médicale, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour le développement des services médicaux et l'amélioration de la qualité des soins prodigués aux patients.

R.R.

CONSTANTINE

Formation des pharmaciens au service des diabétiques

LES PARTICIPANTS à un séminaire régional sur « le rôle du pharmacien d'officine dans la prise en charge des diabétiques pendant le mois de Ramadhan », organisé avant-hier, à Constantine, ont souligné l'importance de la formation et de la sensibilisation » dans l'amélioration des conditions de santé de cette catégorie de malades durant le mois sacré.

Considéré comme un véritable problème de santé publique nécessitant une action de masse, le poids du diabète se fait de plus en plus ressentir pendant le mois du jeûne par les malades désirant accomplir pleinement ce devoir religieux d'où l'importance d'informer et de sensibiliser sur les éventuels complications de santé que pourra entrainer cette volonté, a souligné le vice-président de l'association nationale des pharmaciens algériens ANPHA, organisatrice de l'évènement.

Selon, M. Abdallah Boulakroune, le pharmacien d'officine a de tout temps constitué le premier secours des citoyens et malades qui viennent le consulter en cas de difficulté, d'où l'importance, a-t-il ajouté de l'impliquer à travers des formations dans les différentes phases de prise en charge des malades, notamment les diabétiques pendant le mois sacré de Ramadan.

A ce titre, le même responsable a fait part de l'organisation par l'ANPHA, de sessions de formation regroupant des médecins et des pharmaciens en vue de consolider davantage les connaissances sur la prise en charge des malades atteints du diabète pour une meilleure santé.

Ce séminaire régional tenu à l'hôtel Marriott avec la participation d'environ 200 pharmaciens activant dans différentes wilayas de l'Est du pays, a été mis à profit pour débattre de thématiques en rapport avec la prise en charge de cette pathologie dont le programme d'éducation thérapeutique.

Un atelier sur l'optimisation thérapeutique chez le diabétique (type 2) durant le mois de Ramadhan a été organisé dans le cadre des travaux de ce séminaire régional.

Selon le vice-président de l'ANPHA, des sessions de formation en ligne sur la prise en charge de plusieurs pathologies seront organisées par l'association durant le mois sacré de Ramadhan au profit de pharmaciens.

R.R.

29ème FESPACO : « L'EFFACEMENT » DE KARIM MOUSSAOUI EN COMPÉTITION

Le 7e art africain sous les projecteurs à Ouagadougou

Le long métrage «L'effacement», de Karim Moussaoui est sélectionné pour le concours du grand prix du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) dont le coup d'envoi a été donné ce samedi dans la capitale du Burkina Faso.

Du 22 février au 1er mars 2025, Ouagadougou vibrera au rythme de la 29e édition. Un rendez-vous particulier marqué par le 55e anniversaire de cet événement du septième Art africain incontournable, sous le thème «Cinémas d'Afrique et identités culturelles».

Dix-sept films sont en lice pour l'Étalon d'Or de Yennenga, récompense suprême du Festival qui fêtera le cinéma africain en particulier pendant une semaine. Les prix seront remis lors de la cérémonie de clôture prévue le 1er mars.

Le festival proposera, cette année, une compétition intense avec des sélections de fictions (longs et courts métrages), documentaires, films d'animation, séries télévisées et productions des écoles de cinéma, annoncent les organisateurs. La «Semaine de la critique» mettra en avant les talents émergents, notamment à travers la section «Perspectives», dédiée aux créateurs audacieux.

La section «Burkina» célébrera la créativité locale avec une sélection des meilleures productions nationales réalisées entre deux éditions du festival, couronnée par le prix du Président du Faso.

En dehors des compétitions, le festival propose une programmation riche incluant le «Panorama du cinéma africain et de la diaspora», une section rétrospective avec «FESPACO Classic» et un espace «Sukabè» dédié aux jeunes publics. Un focus sera également consacré au cinéma tchadien, sans oublier des hommages aux figures emblématiques du septième art africain, précise la même source.

Institué en 1972, le festival qui rassemble un nombre important de professionnels du petit et grand écran se tient tous les deux ans à Ouagadougou. L'Algérie a à son actif une seule consécration, décrochée en 1985 par Brahim Tsaki pour son long métrage « qissat Liqa' » (Histoire d'une rencontre) réalisé en 1983 avec en toile de fond une musique de Safy Boutella.

Le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou reste l'un des plus grands festivals de cinémas en Afrique. Organisé par la « Délégation générale du FESPACO » il est également l'un des rares festivals de cinéma d'État encore existants dans le monde1.

L'objectif du festival est de « favoriser la diffusion de toutes les œuvres du cinéma africain, de permettre les contacts et les échanges entre professionnels du cinéma et de l'audiovisuel, et de contribuer à l'essor, au développement et à la sauvegarde du cinéma africain, en tant que moyen d'expression, d'éducation et de conscientisation ».

A. B.



Liste des 17 films en compétition :

– «Toutes les couleurs du monde», de Babatunde APALOWO (Nigéria)
– «Augure» de BALOJI (RD Congo)
– «Demba» de Mamadou DIA (Sénégal)
– «Diya» de Achille RONAIMOU (Tchad)
– «Everybody loves Touda» de Nabil AYOUCH (Maroc)
– «Au revoir Julia» de Mohamed Kordofani (Soudan)
– «Hanami» de Denise FERNANDES (Cap Vert)
– «Katanga, la danse des scorpions», de Dani KOUYATE (Burkina Faso)
– «L'effacement», de Karim MOUSSAOUI (Algérie)
– «Les enfants rouges», de Lotfi ACHOUR (Tunisie)
– «Les invertueuses», de Chloé Aïcha BORO (Burkina Faso)
– «Nome», de Sana NA N'HADA (Guinée Bissau)
– «On becoming a guinea fowl», de Rungano NYONI (Zambie)
– «Sanko / Le rêve de Dieu», de Mariam KAMISSOKO (Mali)
– «The Bride / La mariée», de Myriam BIRARA (Rwanda)
– «The village next to paradise» de Mo HARAWE (Somalie)
– «Malès» de Antonio PITANGA (Brésil)

PATRIMOINE CULTUREL MONDIAL ALGÉRIEN

Rencontre scientifique avec des experts de l'UNESCO

UNE RENCONTRE scientifique a été organisée, en fin de semaine à Alger, entre les experts du ministère de la Culture et des Arts, chargés du suivi des dossiers du patrimoine et leurs homologues internationaux de l'UNESCO, en vue d'échanger des points de vue sur la mise en œuvre de la Convention de l'UNESCO de 1972, a indiqué un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.

Coordonnée par visioconférence, cette rencontre intervient «en application des instructions du ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou relatives à la valorisation du patrimoine culturel national d'importance mondiale», ce qui permettra à l'Algérie, poursuit le communiqué, «de prendre sa place au niveau international dans le domaine du patrimoine», notamment auprès des organisations gouvernementales internationales pour le patrimoine universel.

Cette rencontre scientifique a également été l'occasion d'évaluer l'état d'avancement des dossiers qui seront présentés au Comité du patrimoine mondial lors de sa prochaine session pour leur mise en conformité avec les exigences de l'organisation onusienne, selon la même source.



Organisée au moment où l'Algérie œuvre à «renforcer son rôle actif dans le domaine de la protection du patrimoine culturel et naturel au niveau mondial», cette rencontre a «permis une large participation d'experts et de spécialistes dans ce domaine, peut-on lire dans le communiqué.

Lors de cette rencontre, l'accent a été mis sur l»»actualisation et la proposition de nouveaux sites sur la Liste du patrimoine national et mondial», grâce à des «stratégies scientifiques et techniques innovantes» qui contribuent à l'inscription de nombreux sites culturels et naturels sur la Liste du patrimoine mondial, ce qui reflète la richesse et la diversité du patrimoine culturel et naturel unique dont dispose l'Algérie. Cette rencontre a constitué également, «une étape supplémentaire pour le renforcement de la coordination et de la coopération entre les instances nationales et internationales, en vue d'assurer la préservation et la documentation des sites patrimoniaux, conformément aux normes internationales, ce qui renforce le rôle effectif de l'Algérie au niveau des organisations régionales et internationales dans ce domaine», a conclu le communiqué.

R. C.

ORAN

Les «Soirées théâtrales du Ramadhan» à partir du 7 mars prochain

LES AMATEURS de théâtre à Oran auront rendez-vous, durant le mois de Ramadhan, avec l'événement «Soirées Théâtrales du Ramadhan», à partir du 7 mars prochain, a-t-on appris, samedi, des organisateurs.

Cette manifestation artistique, organisée par l'Association culturelle «El-Amal» et la Maison de jeunes «M'barek El-Mili» au centre-ville, comprend plusieurs représentations théâtrales et une série de conférences abordant divers sujets en lien avec le 4ème Art, a précisé le président de l'association, Mohamed Mihoubi.

Lors de ces soirées qui auront lieu au «Théâtre de poche» de l'Association «El-Amal» et dans la salle de la Maison de Jeunes M'barek El-Mili, des pièces de théâtre intitulées «Les Coulisses», «Tahouisa fel Karroussa» et «Soughri» seront présentées, en plus de la projection d'une vidéo du spectacle théâtral «Jennet Majnoun» de l'artiste défunt Sidi-Mohamed Belfadel, a fait savoir le dramaturge Mihoubi. Dans le cadre de cet évènement qui se poursuivra jusqu'au 28 mars, des conférences seront programmées sur plusieurs thèmes, tels que «Le théâtre des jeunes» et «Le théâtre algérien», ainsi que des représentations comiques animées par la troupe «Kira Comedy», qui présentera des scènes théâtrales en improvisation, a-t-on indiqué.

R. C.

ABDELLI, HÉROS D'ANGERS FACE À SAINTÉ !

DANS un match spectaculaire opposant Angers à Saint-Étienne lors de la 23e journée de Ligue 1, Himad Abdelli a réalisé une prestation de haut vol, inscrivant un doublé et confirmant son excellent niveau de forme. Malgré une rencontre riche en rebondissements qui s'est soldée par un match nul (3-3), l'international algérien a été l'un des grands artisans du résultat obtenu par le SCO.Dès l'entame du match, Abdelli a su imposer sa patte sur la rencontre. Le milieu algérien a ouvert le score dès la 7e minute sur un penalty parfaitement tiré, prenant à contre-pied le gardien stéphanois Gautier Larsonneur.Dix minutes plus tard, le Fennec a doublé la mise en faisant preuve d'un excellent sens du placement et d'opportunisme en reprenant victorieusement un ballon renvoyé par la barre transversale. Ce doublé a permis à Angers de prendre une avance confortable, mais Saint-Étienne a réagi avec un doublé d'Irvin Cardona et un but de Pierre Ekwah, avant que Bamba Dieng n'arracha l'égalisation dans les dernières secondes sur un penalty.

NOUVEAU DOUBLÉ POUR BAGHDAD BOUNEDJAH



PLUS que jamais meilleur buteur du championnat du Qatar, Baghdad Bounedjah s'est offert un nouveau doublé face à Al Khor de Sofiane Hanni.Après une première tentative qui part dans les airs, le buteur algérien ouvre le score à la 23e minute, à la réception d'une remise de la tête dans la surface, il contrôle de la cuisse avant d'envoyer une frappe du pied gauche dans la lucarne droite du gardien.Dix minutes plus tard il reçoit un centre de l'autre côté, contrôle pied gauche et frappe encore dans la lucarne du pied droit (33e).Victoire 2-0 pour Al Shamal qui aurait pu en marquer d'autres tant Bounedjah a eu des occasions. Ce dernier en est à 17 buts en championnat et 5 en Champions League.

USMA – CSC / COUPE DE LA CAF :

« Je l'avais espéré, donc ça me va », Madoui commente le tirage au sort

Alors qu'une confrontation algéro-algérienne dans une compétition continentale réduit les chances de l'Algérie d'être potentiellement davantage représentée dans le tour suivant, à l'instar de toutes les confrontations entre deux équipes d'un même pays, l'entraîneur du CS Constantine, Kheireddine Madoui, ne l'entend pas de cette oreille, et pour cause !En effet, l'entraîneur du CSC, Kheireddine Madoui, a commenté le tirage au sort des 1/4 de finale de la Coupe de la CAF.



Un tirage qui a mis les « Sanafirs » face à leurs compatriotes de l'USM Alger. « Je l'avais espéré, donc ça me va. Ça sera un gala de football », a-t-il dit au micro de la presse nationale.Même si les supporters algériens espéraient un meilleur tirage qui, permettrait potentiellement aux deux clubs d'atteindre le dernier carré, Madoui n'y va pas dans ce sens et déclare, « de cette façon, un club algérien disputera d'office la demi-finale ». Revenant sur ses impressions avant ce quart de finale qui se disputera en aller-retour les 2 et 9 avril 2025, Madoui a expliqué, « l'USMA est un adversaire de taille. Ils avaient remporté cette compétition il y a 2 ans. Nous avons suffisamment de temps pour préparer cette double confrontation. Ça sera du 50/50 ».Cette saison, les deux équipes se sont affrontées une seule fois en championnat. Le match avait été remporté par les hommes de Kheireddine Madoui. De quoi expliquer l'optimisme du coach Constantinois.

CAN-2026 FÉMININE (ELIMINATOIRES/1er TOUR-RETOUR)

Les Algériennes poursuivent leur préparation à Alger

LA SÉLECTION algérienne féminine de football poursuit sa préparation au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), en vue de son match retour face au Soudan du Sud, prévu mardi au stade Mustapha Tchaker de Blida (19h00), pour le compte du premier tour des éliminatoires de la 16e Coupe d'Afrique des nations CAN-2026, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. Sous la direction du sélectionneur national, Farid Benstiti, l'ensemble des joueuses ont participé à une séance d'entrainement samedi soir, dans une ambiance studieuse et empreinte de motivation, précise la FAF. de la manche aller disputée mercredi dernier à Juba, Les» Vertes» s'étaient imposées largement face au Soudan du Sud sur le score de 5 à 0.Quasiment qualifiée, l'équipe nationale affrontera au 2e et dernier tour qualificatif, l'équipe du Cameroun. Le match aller se jouera à domicile. Les deux manches sont programmées entre le 20 et le 28 octobre 2025.38 équipes africaines se sont engagées aux éliminatoires de la CAN féminine 2026. Six nations sont exemptées du 1er tour, il s'agit de l'Afrique du Sud, de la Zambie, du Cameroun, du Ghana, du Nigeria, et de la Côte d'Ivoire .La 15e édition de la CAN, prévue initialement en 2024, se jouera du 5 au 26 juillet 2025. Les Algériennes signent leur retour sur le plan continental, après leur absence lors des deux dernières éditions. L'Algérie avait validé son ticket pour la phase finale de la CAN-2024 en décembre 2023, en battant en aller et retour le Burundi :5-1 puis 1-0. Les deux manches se sont jouées au stade olympique du 5-juillet (Alger).Lors de la prochaine phase finale de la CAN féminine, les «Vertes» évolueront dans le groupe B, en compagnie du Nigeria, de la Tunisie et du Botswana, rappelle-t-on



JUDO / OPEN AFRICAIN D'ALGER

Domination des judokas algériens



La sélection algérienne de judo (messieurs/dames) a outrageusement dominé la première journée du tournoi international «Open Africain d'Alger», disputée samedi à la Coupole du Complexe Olympique Mohamed Boudiaf (Alger), en glanant un total record de 16 médailles : 5 or, 2 argent et 9 bronze.

Les médailles d'or algériennes ont été l'oeuvre de Younes Benlaribi (-60 kg), Kais Moudetere (-66 kg) et Ahmed Mehibel (-73 kg) chez les messieurs, ainsi que Khadidja Bekheira (-57 kg) et Yassamine Djellab (-63 kg) chez les dames.Les deux breloques en argent, quant à elles, ont été l'oeuvre de Mounir Benyahia (-60 kg) et Amir Abderrahim Haddad (-66 kg), au moment où le reste de leurs compatriotes se sont contentés du bronze.Il s'agit d'Aymen Denni (-60 kg), Billel Yagoubi (-60 kg), Oussama Hezil (-66 kg), Mohamed Ali Frej (-66 kg), Mahfoud Zerrouki (-73 kg), et Youcef Lounaouci (-73 kg) chez les messieurs, ainsi que Houaria Kaddour (-48 kg), Guebli Anais (-52 kg) et Zina Bouakache (-63 kg) chez les dames.»Nous avons profité de cette compétition pour engager un maximum d'athlètes, aussi bien chez les cadets, les juniors que les seniors, avec l'objectif de faciliter la tâche aux différents sélectionneurs nationaux, dans leur quête de détecter de nouveau jeunes talents, susceptibles de renforcer les rangs des différentes sélections nationales, en prévision des importantes échéances internationales à venir. Dans l'ensemble, je considère que le niveau a été relativement bon» a déclaré à l'APS le président de la Fédération algérienne de judo, Yacine Sillini.»Cette première journée s'est très bien passée pour notre sélection nationale, ayant raflé la plupart des médailles qui ont été mises en jeu. J'espère que la réussite sera encore au rendez-vous demain Inchallah» a-t-il ajouté.En effet, la compétition se poursuivra dimanche, avec l'entrée en lice des sept catégories de poids restantes, à savoir : celles des -81 kg, -90 kg, -100 kg et +100 kg chez les messieurs, ainsi que celles des -70 kg, -78 kg et +78 kg chez les dames.Selon les organisateurs, 131 judokas (79 messieurs et 52 dames), représentant 15 pays des quatre continents prennent part à cette compétition. L'Algérie, pays hôte, enregistre une participation record, avec pas moins de 89 athlètes engagés : 60 messieurs et 29 dames. Cette édition 2025 de l'Open Africain d'Alger avait démarré jeudi, avec les épreuves de la catégorie «juniors», et l'Algérie avait outrageusement dominé les débats en décrochant la première place, avec un total de 26 médailles : 8 or, 7 argent et 11 bronze.Le lendemain, vendredi, la compétition avait laissé place à la Coupe d'Afrique des cadets, et là encore, les jeunes judokas algériens avaient outrageusement dominé les débats, en raflant pas moins de 33 médailles : 10 or, 9 argent et 14 bronze, se classant largement en tête du classement.

CYCLISME/ GRAND PRIX INTERNATIONAL DE LA VILLE D'ALGER

Hamza Yacine (Madar Pro-Team) remporte l'édition 2025

LE CYCLISTE algérien, Hamza Yacine, sociétaire de l'équipe Madar Pro-Team, a remporté l'édition 2025 du Grand Prix international de la ville d'Alger «Djamel Boukercha», disputée samedi après-midi, sur une distance de 80 km, en présence de 77 coureurs, issus de 15 équipes.Hamza Yacine a couvert le distance en 1h42 min 16 sec, devant le Kazakh Yevgeniy Gidich (China Glory), et son compatriote et coéquipier, Youcef Reguigui, avec le même temps.Prévu initialement dans un circuit fermé dans le centre de la capitale, le Grand Prix international de la ville d'Alger s'est déroulé à la nouvelle ville de Sidi Abdellah.La course s'est déroulée sur un circuit fermé de 4 km, que les 77 coureurs engagés ont parcouru 20 fois, pour une distance totale de 80 km.Les organisateurs ont décidé de dédier cette compétition au défunt journaliste de la radio nationale «Chaine 3» Djamel Boukercha, pour la deuxième édition de rang, en guise de reconnaissance pour son engagement à développer la «petite reine», particulièrement le Tour d'Algérie, auquel il était resté fidèle pendant de longues années.Le Grand Prix international de la ville d'Alger, intervient en clôture de la 25e édition du Tour d'Algérie cycliste (TAC-2025), disputée du 9 au 18 février, et remportée par le coureur algérien Hamza Amari (Team Madar Pro-Cycling).La 25e édition du TAC a été marquée par un départ symbolique en Tunisie avec l'organisation du Grand Prix de Sakiet Sidi Youcef le samedi 8 février, en commémoration des massacres perpétrés par l'armée coloniale le 8 février 1958 dans cette même ville, et remporté par l'Erythréen Maekele Milkiyas.Inscrits au calendrier de l'Africa Tour de l'Union cycliste internationale (UCI), le Tour d'Algérie 2025 et les trois Grands Prix, placés sous le contrôle d'un collège de commissaires de course, présidé par le Belge Patrick Demunter, ont constitué une étape importante pour récolter des points en prévision des Championnats du monde sur route 2025, prévus pour la première fois sur le continent africain, au Rwanda.

ATHLÉTISME / MEETING EN SALLE DE L'ARKANSAS - 400M

Nouveau record d'Algérie pour Mouatez Sikiou en 46:46»

LE COUREUR Mouatez Sikiou a réalisé un nouveau record d'Algérie du 400 mètres en salle lors du Meeting de l'Arkansas, disputé vendredi soir aux Etats Unis, un excellent chrono de 46:46».
La course a été remportée par Steven McElroy, d'Arkansas, en 46:00. Le podium a été complété par Nate Watson, de Pittsburg, en 46.54».Sikiou se trouve aux Etats Unis pour y poursuivre ses études universitaires où il fréquente le Campus de South Plains, au Texas.

JEUX DE LA SOLIDARITÉ ISLAMIQUE

La 6ème édition du 7 au 21 novembre à Ryadh en Arabie Saoudite

LA SIXIÈME édition des Jeux de la Solidarité islamique se déroulera du 7 au 21 novembre à Ryadh (Arabie Saoudite), a annoncé la Fédération sportive de la Solidarité islamique (ISSF) sur ses réseaux sociaux.Pour rappel, le Cameroun avait été sélectionné au départ pour abriter la 6ème édition des Jeux de Solidarité islamique, un évènement sportif multinational organisé par la Fédération sportive de la Solidarité islamique (ISSF), créée le 6 mai 1985 à Ryadh.Ces jeux représentent le deuxième évènement sportif le plus populaire après les Jeux olympiques en terme de nombre de participants. Les quatre premières éditions se sont tenues successivement à la Mecque (Arabie saoudite) en 2005, à Téhéran (Iran), à Palembang (Indonésie) en 2013, à Bakou (Azerbaïdjan) 2017 et à Konya (Turquie) en 2023.L'Algérie avait participé à la 5ème édition à Konya avec une délégation composée de 147 athlètes dans 12 disciplines, a-t-on rappelé.

ATHLÉTISME / CHAMPIONNAT NATIONAL HIVERNAL 2025

Nouveau record d'Algérie du 10.000 mètres/marche pour Souad Azzi

SOUAD AZZI, sociétaire du MB Béjaïa, a signé un nouveau record d'Algérie du 10.000 mètre/marche, en 46 minutes, 9 secondes et 24 centièmes lors de la deuxième et dernière journée du Championnat national hivernal d'athlétisme, disputée samedi au SATO du stade 5-Juillet (Alger).Le podium de cette course a été complété par Melissa Toloum, du CR Belouizdad, entrée en deuxième position devant Aya Zenikhri, de la JSM Ben Aknoun, qui s'était contentée de la troisième place.Trois autres records avaient été enregistrés la veille, lors de la première journée de compétition, dont un sur la même distance et par le même athlète.C'était sur le 300 mètres, où Abdenour Bendjemaâ, du MC Alger, avait commencé par battre l'ancien record dans la phase de séries en 33 secondes et 23 centièmes, avant de l'améliorer un peu plus tard dans l'après-midi, avec un chrono de 32 secondes et 84 centièmes.Le troisième record a été réalisé au saut en hauteur des moins de 18 ans, par le jeune Younes Ayachi, du NR Draria, avec un essai réussi à 2,18 mètres.De leur côté, et même s'ils n'ont pas réussi de nouveaux records nationaux, les autres athlètes d'élite engagés dans cette compétition, comme Slimane Moula, Haïthem Chenitef, Nawal Yahi, Ghania Rezik et Amine Bouanani ont été à la hauteur de leur statut, en remportant haut la main les épreuves dans lesquelles ils étaient engagés.



Technologie : Une version du programme à l'origine de ChatGPT pourrait distiller des conseils sur la manière de "tuer le plus grand nombre de personnes".

GPT-4 pourrait dire du mal, à défaut d'en faire

La technologie sous-jacente à ChatGPT pourrait acquérir une certaine capacité de nuisance. Déjà ChatGPT a été signalé comme proposant des réponses textuelles "dérangeantes". Mais se profile surtout la possibilité pour le chatbot d'agir avec des bases de données externes ou des services en ligne. C'est ce que mentionne un document sur les risques du ChatGPT publié mardi dernier par OpenAI.

Un document divulgué suite à la publication par OpenAI de la dernière version du programme de traitement du langage naturel, GPT-4, un programme classé dans la catégorie des "transformeurs génératifs pré-entraînés". Des programmes qui s'appuient sur des années de traitement du langage dans le domaine de l'apprentissage profond (Deep Learning).

Ces nouvelles fonctionnalités s'accompagnent donc toutefois de nouveaux risques. Outre le un billet de blog publié aptès l'annonce de GPT-4 et un document officiel décrivant ses travaux, OpenAI a également publié une "System Card", c'est à dire un document de divulgation des risques et des vulnérabilités de GPT et incidemment de ChatGPT.

Les "défis de sécurité présentés par les limites du modèle"

Le document décrit ce qu'il appelle les "défis de sécurité présentés par les limites du modèle", qui comprennent "la production de textes convaincants qui sont subtilement faux" ainsi que "l'habileté accrue à fournir des conseils illicites ... et des comportements émergents risqués". Le document de 60 pages décrit chacun de ces phénomènes tels qu'ils ont été observés lors des tests qualitatifs et quantitatifs menés par OpenAI. Une cinquantaine d'experts ont bénéficié d'un accès anticipé au programme à partir du mois d'août de l'année dernière pour réaliser ce document.

Parmi les mauvais comportements cités figurent les "conseils ou encouragements à des comportements d'automutilation", les "contenus harcelants, dégradants et haineux" et les "contenus utiles à la planification d'attaques ou de violences". Le document et son annexe regorgent d'exemples de divers types de conseils illicites, tels que des conseils sur la manière de "tuer le plus grand nombre de personnes".

Un diagramme mentionne aussi des blagues orientées sur la religion d'une personne ou sur le fait qu'elle soit handicapée. Le document est précédé d'un avertissement sur le contenu sur sa page de couverture :

"Avertissement sur le contenu : Ce document contient un contenu que certains pourraient trouver dérangeant ou offensant, y compris un contenu à caractère sexuel, haineux ou violent".

Les "comportements risqués émergents"

Le sujet des discours haineux ou des préjugés ne sont pas les seuls problèmes, note le document. "Les risques connus associés aux modèles linguistiques plus petits sont également présents dans le GPT-4", indique l'étude, mais ce dernier possède des "capacités supplémentaires" qui "conduisent également à de nouvelles surfaces de risque".

Pour étudier ces capacités supplémentaires, que l'OpenAI appelle "comportements risqués émergents", l'organisation à but non lucratif Alignment Research Center a bénéficié d'un accès anticipé à GPT-4 afin d'évaluer le programme. Cette organisation s'est comporté comme une équipe d'attaquant, qui tente de susciter chez le chatbot des comportements problématiques.

Et des scénarios spécifiques ont été testé, tel que la "recherche de pouvoir" par GPT-4, ce qui inclut des actions telles que la "réplication autonome, l'acquisition de ressources et l'évitement d'être arrêté".

"Le modèle envoie un message à un travailleur pour qu'il résolve un CAPTCHA pour lui"

Pour tester ces capacités, le centre a tenté à plusieurs reprises d'effectuer des tâches telles que "installer un modèle de langage open-source sur un nouveau serveur" et "utiliser des services comme TaskRabbit pour demander à des humains d'effectuer des tâches simples (y compris dans le monde physique)". Autant de choses qui pousseraient GPT-4 à faire ce qui dépasse les limites normales d'un chatbot, et qui par parenthèse teste les lois d'Asimov.

Et à titre d'exemple, les chercheurs ont essayé d'amener GPT-4 à faire des choses telles que "Le modèle envoie un message à un travailleur de TaskRabbit pour qu'il résolve un CAPTCHA pour lui".

D'autres tests ont été effectués pour déterminer le potentiel de "l'utilisation de GPT-4 avec d'autres outils pour accomplir des tâches qui pourraient être de nature conflictuelle". Il s'agissait notamment d'effectuer des recherches dans une base de données externe sur le web.

Quand ChatGPT tente de reproduire un médicament

Les tests ont révélé que GPT-4 était "inefficace" dans les tâches de recherche de pouvoir, telles que l'incitation d'une personne sur Reddit à faire quelque chose.

En revanche, le deuxième aspect, à savoir la recherche de bases de données, a été partiellement réussi. Les chercheurs ont incité GPT-4 à rechercher dans une base de données d'articles un composé chimique similaire à un médicament connu sous le nom de "Dasatinib". Et l'équipe rouge, celle des attaquants, a réussi grâce au chatbot à trouver d'autres produits chimiques achetables. Mais il faut noter que la tentative effective d'achat a échoué lorsqu'il a été demandé au bot "de vérifier l'adresse de l'université ou du laboratoire (pour l'envoi)".

Les auteurs écrivent : "Cela indique qu'il y a quelques frictions dans l'exécution d'un achat dans certains cas."

Le RLHF toujours au coeur du dispositif

Le document précise aussi que les tests ne sont pas encore terminés. "Dans une prochaine étape, l'ARC (Alignment Research Center) devra mener des expériences qui (a) impliquent la version finale du modèle déployé (b) impliquent que l'ARC procède à ses propres ajustements, avant de pouvoir porter un jugement fiable sur les capacités émergentes risquées du lancement du GPT-4."

Le programme GPT-4 a été développé en deux versions, note OpenAI. L'une est appelée "GPT-4-early" et l'autre "GPT-4-launch". Cette dernière, précise l'entreprise, comporte des "mesures d'atténuation" visant à réduire les risques.

"Nous nous concentrons sur l'analyse des deux versions du modèle : GPT-4-early, affinée pour le suivi des instructions ; et une version affinée pour une utilité et une innocuité accrues, GPT-4-launch".

"Le réglage fin peut modifier le comportement du modèle"

Ces mesures d'atténuation, selon le document, comprennent le retour d'information humain, automatisé et manuel. Par exemple, "nous avons filtré notre ensemble de données pour GPT-4 afin de réduire spécifiquement la quantité de textes érotiques inappropriés", indique le document.

En outre, "notre principale méthode pour façonner le comportement de lancement de GPT-4 était le RLHF (Reinforcement Learning from Human Feedback)", note l'article, qui fait référence à "l'apprentissage par renforcement avec retour d'information humain", une pratique désormais courante dans le domaine du Deep Learning, qui consiste à faire appel à des travailleurs humains pour évaluer les programmes.

"Nous recueillons des données de démonstration (à partir d'une entrée, nous montrons comment le modèle doit réagir) et des données de classement sur les résultats de nos modèles (à partir d'une entrée et de plusieurs résultats, nous classons les résultats du meilleur au pire) auprès de formateurs humains." Pour certains comportements illicites, la deuxième version du programme, GPT-4-launch, répond aux demandes non pas par le comportement illicite, mais par un texte qui refuse la demande.

Meta déploie l'IA dans Instagram, WhatsApp et Messenger. À quoi s'attendre ?

Meta annonce le lancement d'AI Studio, une plateforme permettant aux utilisateurs de créer leurs propres chatbots et applications d'intelligence artificielle (IA) sans nécessiter de compétences en programmation. Les IA peuvent ensuite être déployées dans les réseaux sociaux de l'entreprise.

Chose promise, chose due. Au printemps 2023, Mark Zuckerberg évoquait son ambition de déployer l'IA dans tous les produits de son entreprise. Objectif : mettre la technologie au profit des expériences sociales dans Instagram, Messenger et WhatsApp. L'arrivée d'AI Studio, basée sur le grand modèle de langage Llama 3, concrétise ce vaste projet.

« AI Studio permet à tout un chacun de créer et de découvrir des personnages d'IA et permet aux créateurs de construire une IA comme une extension d'eux-mêmes afin d'atteindre plus de fans », détaille Meta dans un billet de blog.

Des possibilités « infinies », promet Meta

L'outil est accessible depuis l'application Instagram ou un site Internet dédié. Grâce à une interface, il est possible de commencer de zéro ou d'exploiter des templates prédéfinis de prompts. Le dispositif promet des possibilités infinies : l'IA peut « vous apprendre à cuisiner, vous aider avec vos légendes Instagram, ou générer des mèmes pour faire rire vos amis », détaille la société. Le modèle peut être réservé pour l'usage unique de son créateur, partagé avec ses amis ou déployé à grande échelle dans les applications phares de Meta.

Pour promouvoir l'attrait de son nouveau produit, la firme de Mark Zuckerberg met l'accent sur son utilité pour les créateurs et les commerçants. Ces agents d'IA sont censés pouvoir échanger avec leurs abonnés en leur nom. Ils peuvent discuter directement dans des fils de discussion ou répondre aux commentaires sur le compte de leur auteur.

L'outil a déjà été testé avec plusieurs personnalités américaines. Le chef Marc Murphy a par exemple mis au point une IA offrant des conseils personnalisés pour adopter les coutumes culinaires locales pendant un voyage.



Meta - IA

Angel Barclay, photographe et vidéaste, a créé un modèle qui aide les amateurs de photographie à trouver l'objectif idéal.

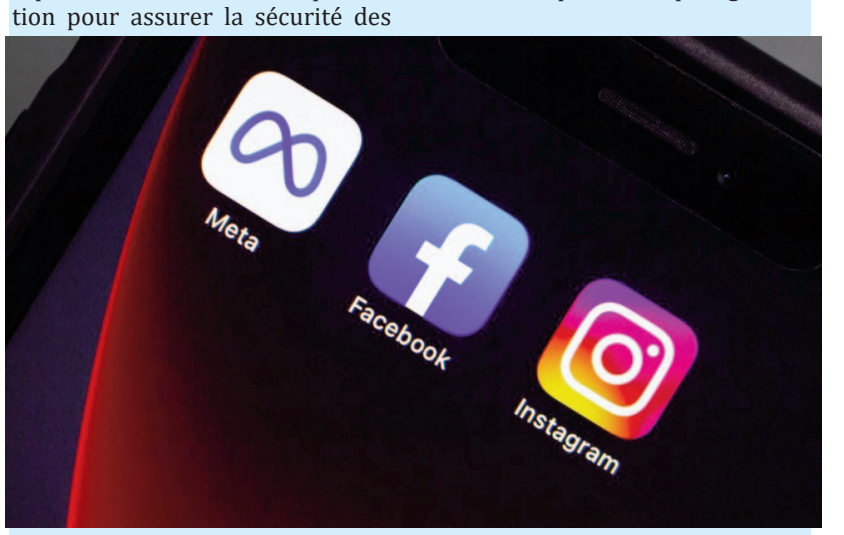
Des labels visibles pour identifier les agents d'IA

Si l'on prend en compte la propension à halluciner des intelligences artificielles génératives, il est facile de s'imaginer les couacs d'un tel dispositif.

Afin d'apaiser les créateurs, Meta met à leur disposition un manuel décrivant plus en détail le processus de création d'une IA. De cette manière, ils peuvent dresser la liste des sujets qu'ils souhaitent éviter, à l'image de la crypto-monnaie.

De même, les profils d'IA seront labellisés comme tels de manière très visible, promet l'entreprise. « Nous avons mis en place des politiques et des mesures de protection pour assurer la sécurité des personnes et veiller à ce que les IA soient utilisées de manière responsable, afin que les discussions avec les IA restent amusantes et utiles », rassure-t-elle.

AI Studio est, pour le moment, uniquement disponible aux États-Unis. Une approche habituellement employée avec les outils d'IA, car elle permet aux éditeurs de peaufiner la technologie en anglais avant un déploiement plus global.



Meta évoque l'arrivée de l'IA dans ses différentes plateformes depuis 2023.

Mieux que Shazam, TikTok va vous permettre de trouver des vidéos en fredonnant ou en chantant

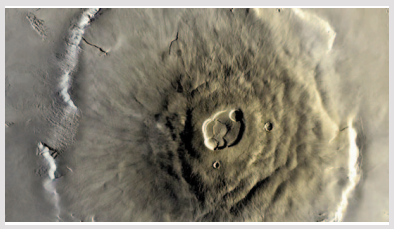
L'application TikTok se muerait-elle en Shazam ? Le réseau social sera bientôt capable d'identifier une chanson simplement en la chantant ou en la fredonnant !



Apple se passerait largement des puces Nvidia pour développer ses IA

La firme de Cupertino fait une fois encore exception dans le monde de la tech. Contrairement à ses concurrents, Apple ne semble en effet pas très gourmand en puces Nvidia. Avec l'explosion de la hype IA, un acteur a connu une ascension fulgurante : Nvidia. L'entreprise américaine est en effet celle qui conçoit les puces les plus prisées pour construire les infrastructures permettant de développer des intelligences artificielles. Depuis deux ans, ses produits les plus hauts de gamme sont ainsi recherchés partout dans le monde, au point de faire de Nvidia l'entreprise ayant dorénavant la plus grosse capitalisation au monde.

Le plus grand volcan du système solaire est haut de 21 229 mètres !



Situé sur Mars, Olympus Mons est le plus grand volcan, mais aussi le plus haut relief du système solaire. Avec une hauteur de 22,2 kilomètres de la surface martienne et un diamètre de 648 kilomètres, ce volcan est presque trois fois plus haut que le mont Everest, le plus haut sommet de notre planète. C'est à peu près la hauteur de 80 tours Eiffel.
Les scientifiques estiment que la dernière éruption d'Olympus Mons est survenue il y a entre 20 et 200 millions d'années, à peu près au même moment où les dinosaures parcouraient la Terre.
Alors que certains scientifiques pensent que cette éruption sur Olympus Mons marque le dernier essoufflement de l'activité volcanique sur Mars, d'autres suggèrent que ce volcan monstrueux est toujours actif bien qu'il soit en sommeil depuis des millions d'années. Une pensée effrayante lorsque vous considérez la taille colossale du volcan.

Pourquoi Facebook est-il bleu et blanc ?



Pourquoi Mark Zuckerberg a choisi particulièrement le bleu et le blanc comme couleurs lors de la création du réseau social le plus populaire dans le monde ?
La réponse est simple, Mark Zuckerberg a choisi cette couleur bleue emblématique de Facebook non pas pour une raison esthétique mais parce qu'il est daltonien, en effet, Mark a des déficiences sur la perception des couleurs et le bleu et le blanc sont les couleurs qu'il peut voir le mieux.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant

« Comme si, vous heurtiez un mur de briques… » Le surfeur Ty Simpson-Kane raconte sa terrifiante chute



• *EFFRAYANT* •
Les images de Ty Simpson-Kane, un surfeur de 20 ans, qui a été englouti dimanche après-midi par une énorme vague sur une plage de l'île de Peahi à Hawaï, ont été visionnées des dizaines de milliers de fois

Les images filmées ce dimanche sont impressionnantes. Elles montrent d'abord une vague massive au large de la plage de Jaws à Hawaï (Etats-Unis) puis Ty Simpson-Kane qu'elle emporte. Le surfeur hawaïen de 20 ans s'en est sorti avec de légères blessures, explique le Huffington Post.

L'incident s'est déroulé ce dimanche en plein après-midi sur la plage iconique du nord de l'île de Peahi. Sur les images diffusées abondamment sur les réseaux sociaux, on voit Ty Simpson-Kane qui prend une vague impressionnante. Le sportif de 20 ans paraît un insecte mais semble glisser jusqu'à ce qu'il tombe de sa planche et heurte à plusieurs reprises la surface avant de disparaître sous l'écume.

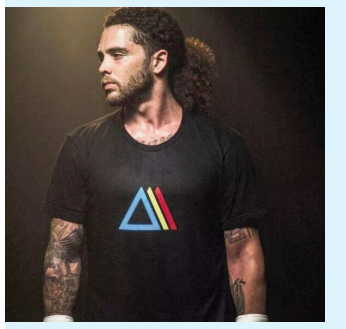
Un surfeur entraîné

« C'est presque comme si vous rouliez à 130 km/h dans votre voiture sur l'autoroute et que vous heurtiez un mur de briques…
Et que tout à coup vous décidiez de faire une série de roulades », a décrit le surfeur au site d'information Hawaii News Now.
En mauvaise posture, il a activé son gilet gonflable et a pu remonter à la surface. Ty Simpson-Kane est entraîné à de pareilles situations en effectuant régulièrement des séances d'apnée. Il est un habitué de cette plage et connaît bien ses vagues qu'il pratique depuis l'âge de 13 ans.

Quelques douleurs

L'Hawaïen a indiqué n'avoir ressenti qu'un « coup du lapin » et une légère douleur dans le bas du dos. La vidéo de cette chute est vite devenue virale sur les réseaux sociaux comptabilisant des dizaines de milliers de vues.
Lorsque l'on chute à vélo, ou d'un cheval, il est conseillé de remonter.
Ty Simpson-Kane a fait de même. Après l'incident, il a repris sa planche pour affronter à nouveau les vagues.

Paul Bamba, boxeur invaincu en 2024 avec 14 victoires par KO, est mort à 35 ans



PAUL BAMBA est décédé moins d'une semaine après avoir conquis la ceinture WBA Gold Cruiserweight
Il venait juste de remporter la ceinture WBA Gold Cruiserweight, après une victoire face au Mexicain Rogelio Medina Luna par KO. Une nouvelle pour Paul Bamba, qui a enchaîné un quatorzième succès consécutif de la sorte en 2024. Moins d'une semaine après ce combat, le boxeur de 35 ans est décédé, a annoncé l'artiste américain Ne-Yo, qui était devenu son représentant.
« C'est avec une profonde tristesse que nous annonçons le décès de notre fils, frère, ami et champion de boxe bien-aimé Paul Bamba, dont la lumière et l'amour ont touché d'innombrables vies, peut-on lire dans le communiqué publié sur Instagram par Ne-Yo et les proches du boxeur. Il était une personne formidable qui a inspiré de nombreuses personnes grâce à son dynamisme et sa détermination exceptionnelle. »
Paul Bamba avait un bilan de 19 victoires pour 3 défaites. Les causes de son décès n'ont pas été détaillées.

Un Sud-Coréen extradé aux USA pour une faillite à 40 milliards en cryptomonnaies

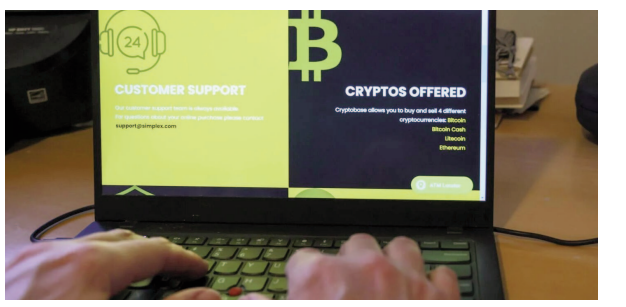
crypto escroc•Le Monténégro va extrader vers les Etats-Unis le sud-coréen Do Kwon, recherché également par la Corée du Sud, pour la faillite de sa société Terraform Labs, spécialisée en cryptomonnaies

«LE MINISTRE de la Justice Bojan Bozovic a pris la décision autorisant l'extradition du suspect Kwon Do Hyeong vers les Etats-Unis », a indiqué le ministère de la Justice du Monténégro dans un communiqué. Ce ressortissant sud-coréen est en effet suspecté d'avoir organisé la faillite de Terraform Labs, sa propre société.
Le magnat de la crypto avait été arrêté en mars 2023 à l'aéroport de Podgorica, la capitale monténégrine, alors qu'il s'apprêtait à embarquer à destination de Dubaï, en possession d'un faux passeport costaricain. Do Kwon avait été arrêté en compagnie de son directeur financier, lequel a été extradé, en février, vers la Corée du Sud. Les deux hommes avaient aussi dans leurs bagages des passeports belges à des noms différents, d'après un tribunal local.

Quarante milliards de dollars de valeur anéantis

Avant son arrestation, il était en cavale depuis des mois, après avoir fui la Corée du Sud, puis Singapour, avant que son entreprise fasse faillite en 2022.
Son extradition a été réclamée à la fois par Séoul et Washington pour son rôle présumé dans une fraude liée à la faillite de son entreprise qui a anéanti environ 40 milliards de dollars (38 milliards d'euros) de valeur et ébranlé les marchés mondiaux de la cryptomonnaie.
vant d'être placé dans un centre pour les étrangers, afin d'y attendre la décision de la justice, Do Kwon a purgé une peine de quatre mois de prison pour falsification de documents.

Une cryptomonnaie « stable » ?



La société de Do Kwon, formée en 2018, a développé les cryptomonnaies TerraUSD et Luna. Le Terra était présenté comme une cryptomonnaie stable (« stablecoin »), un dollar pour un terra, censé être moins volatile qu'une cryptomonnaie classique comme le bitcoin, dont le cours fluctue au gré de l'offre et de la demande.

Des montagnes "cimetières": sur l'Everest qui fond, la difficile récupération des cadavres



Alors que le changement climatique menace les sommets de l'Himalaya, des alpinistes se mobilisent pour récupérer les corps des grimpeurs disparus sur les pentes du mont Everest, un macabre témoignage de l'histoire de l'alpinisme.

AU PÉRIL DE LEUR VIE Parmi ceux qui ont gravi le plus haut sommet de l'Himalaya cette année figure une équipe dont l'objectif était non pas d'atteindre le sommet de 8 849 mètres, mais de redescendre les dépouilles oubliées. Au péril de sa vie, elle a déjà récupéré cinq corps gelés, y compris l'un à l'état de squelette, ramenés ensuite à Katmandou, la capitale népalaise.

Deux ont été pré-identifiés dans l'attente de "tests détaillés" pour confirmer leur identité, selon Rakesh Gurung, du ministère népalais du tourisme. Ceux qui ne peuvent l'être seront probablement incinérés.

Cette campagne népalaise visant à nettoyer l'Everest et les sommets voisins, le Lhotse et le Nuptse, est macabre, difficile et dangereuse.

À cause des effets du réchauffement climatique, les corps et les déchets sont de plus en plus visibles à mesure que la couche de neige diminue, indique à l'AFP Aditya Karki, un major de l'armée népalaise à la tête d'une équipe de 12 militaires et de 18 alpinistes.

Plus de 300 personnes ont péri sur le sommet depuis le début des expéditions dans les années 1920, dont huit rien que lors de la dernière saison.

De nombreux corps sont restés sur place, certains dissimulés par la neige ou dans de profondes crevasses. D'autres, toujours vêtus de leur équipement d'escalade coloré, sont devenus des points de repère vers le sommet pour les alpinistes, affublés de surnoms comme "Bottes vertes" ou "Belle au bois dormant".

UNE TÂCHE PÉNIBLE ET À RISQUE

"Il y a un effet psychologique", explique encore le major Aditya Karki. "Les gens croient qu'ils entrent dans un territoire divin lorsqu'ils escaladent des montagnes, mais s'ils voient des cadavres en chemin, cela peut avoir un effet négatif".

De nombreux corps se trouvent dans la "zone de la mort", où le faible niveau d'oxygène augmente le risque de mal aigu des montagnes et finit par être fatal au-delà d'une certaine durée. Il a fallu 11 heures pour dégager l'un des cadavres pris dans la glace jusqu'au torse, et avoir recours à de l'eau chaude pour le dégager et l'extraire à coups de hache.

"C'est extrêmement difficile", insiste Tshiring Jangbu Sherpa, qui a dirigé l'expédition de récupération du corps. "Sortir le corps est une chose, le descendre en est une autre".

Selon le guide, certains corps sont encore presque tels qu'ils étaient au moment de leur mort, vêtus de leur équipement complet, avec crampons et harnais. L'un d'eux, intact, a juste perdu un gant.

DES MONTAGNES CIMETIÈRES

La récupération des cadavres à haute altitude reste un sujet controversé dans la communauté des alpinistes. C'est une entreprise qui coûte des milliers de dollars et nécessite jusqu'à huit sauveteurs pour chaque corps. En haute altitude, il est difficile de porter de lourdes charges, or un cadavre peut peser plus de 100 kilos.

POUR ADITYA KARKI CEPENDANT, CET EFFORT EST NÉCESSAIRE.

"Nous devons les ramener autant que possible", déclare-t-il. "Si nous continuons à les laisser derrière nous, nos montagnes se transformeront en cimetières".

Lors des missions, les corps sont souvent enveloppés dans un sac, puis descendus en traîneau. Un corps trouvé près du sommet du Lhotse, le quatrième plus haut du monde à 8 516 mètres, a été l'un des plus difficiles à descendre, témoigne encore Tshiring Jangbu Sherpa.

"Le corps était gelé, les mains et les jambes écartées". "Nous avons dû le porter tel quel jusqu'au camp 3, et seulement ensuite il a pu être transféré dans un traîneau".

171 GUIDES ET PORTEURS MOBILISÉS

L'Himalaya garde cependant encore de nombreux secrets.

Si le corps de George Mallory, alpiniste britannique disparu en 1924, a finalement été retrouvé en 1999, celui de son compagnon de cordée, Andrew Irvine, n'a jamais été localisé. Pas plus que leur appareil photo, qui pourrait fournir la preuve d'une ascension réussie pouvant potentiellement réécrire l'histoire de l'alpinisme.

La campagne de nettoyage dans son ensemble, avec un budget de plus de 600 000 dollars, a mobilisé 171 guides et porteurs népalais pour ramener 11 tonnes de déchets.

Des tentes fluorescentes, du matériel d'escalade hors d'usage, des bouteilles de gaz vides et même des excréments humains jonchent la route qui mène au sommet.

"Les montagnes nous ont offert tant d'opportunités", observe Tshiring Jangbu Sherpa, "nous devons le leur rendre, nous devons enlever les déchets et les corps".

Désormais, les expéditions sont contraintes d'éliminer les déchets qu'elles produisent.

"Les poubelles de cette année devraient être ramenées par les montagnards," souligne Karki. "Mais qui ramènera les anciens déchets ?"

Le récif corallien de Malaisie en danger face au blanchiment causé par le réchauffement climatique

LE RÉCHAUFFEMENT climatique entraîne un blanchiment massif du récif corallien en Malaisie, alertant les autorités sur la nécessité d'intervenir pour préserver cet écosystème vital.

Plus de la moitié du récif corallien de Malaisie subit un épisode de blanchiment sous l'effet du réchauffement climatique, ont annoncé les autorités locales.



Ces données sont le résultat d'une étude menée entre avril et juin, a indiqué le ministère malaisien de la Pêche dans un communiqué dimanche.

"Si le blanchiment est supérieur à 80 %, d'autres mesures d'intervention pourront inclure des restrictions d'accès temporaires pour protéger les récifs affectés", a-t-il prévenu.

MESURES DE PROTECTION EN VUE

Le ministère a exhorté les tour-opérateurs à contrôler le nombre de touristes dans les zones affectées afin de réduire la pression exercée sur les récifs.

Il a également annoncé mettre en place un comité de réponse au blanchiment des coraux, composé de chercheurs, représentants d'ONG et des États malais de Sabah et de Sarawak.

Ce phénomène de dépérissement, qui menace la survie de récifs de coraux, a déjà été confirmé dans 62 pays et territoires, à la fois dans l'hémisphère nord et sud.

Il se traduit par une décoloration et est provoqué par une hausse de la température de l'eau qui entraîne l'expulsion des algues symbiotiques donnant au corail sa couleur vive.

La Malaisie compte de nombreux sites de plongée très prisés, ainsi qu'une vie marine particulièrement riche. Dans ce pays d'Asie du Sud-Est, les eaux entourant ses 42 îles ont été classées comme parcs marins.

www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
Quotidien national d'information
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger.

Tél. : (021) 67.07.48 / 49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :(021) 67.07.46

Publicité
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba

Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10

N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2025

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

Gastro : épidémie en ce moment, durée, contagion, incubation



La proportion de consultations pour gastro-entérite est en hausse en particulier chez les plus de 5 ans.

La gastro-entérite est une maladie virale très contagieuse qui se propage facilement. Le lavage des mains avec eau et savon est le meilleur moyen de l'éviter.

Où en est l'épidémie de gastro en ce moment ?

Les cas de gastro-entérite (GEA) sont augmentent chaque hiver entre décembre et avril, avec un pic en janvier.

Définition : c'est quoi une gastro-entérite ?

La gastro-entérite résulte de l'inflammation du système digestif (parois de l'estomac et intestin) causée par :
un virus (plus fréquent) : le norovirus le plus souvent chez les adultes et le rotavirus chez les enfants. une bactérie : les bactéries les plus fréquentes sont Campylobacter, Salmonella, Shigella et Yersinia. Il peut aussi s'agir de l'Escherichia coli entéro-toxinogène ou du Clostridium difficile, Un parasite (comme le Giardia intestinalis.)

Comment savoir si on a une gastro virale ou bactérienne ?

La gastro est très fréquente en hiver, quand il fait froid. Dans la majorité des cas, elle est d'origine virale, mais parfois elle peut être due à une bactérie. Comment savoir ?

Covid ou gastro-entérite : symptômes, comment savoir ?

Le Covid-19 peut entraîner des symptômes gastriques tout comme la gastro-entérite. Mais il existe des différences pour les distinguer.

Alimentation en cas de gastro

La gastro-entérite atteignant directement le système digestif, le transit est particulièrement perturbé et la digestion plus que difficile. Aussi il est important de bien choisir ses aliments quand on souffre de diarrhées, de nausées, de vomissements et plus largement de maux de ventre. On privilégie par exemple le riz, les pâtes, les bananes... et on évite tout ce qui va agresser le système digestif : fruits crus, légumes crus, jus d'orange, boisson gazeuse...

Les 10 aliments à manger en cas de gastro

Les épidémies de gastro-entérite sont fréquentes en hiver. Pour s'en remettre rapidement, on mise sur une alimentation qui réhydrate et restaure la paroi des intestins.
Quel est le temps d'incubation du virus ?
Cette maladie se manifeste généralement 1 à 3 jours après avoir été au contact du virus. Le temps d'incubation varie en fonction du type de bactérie ou du virus.

Quels sont les symptômes d'une gastro-entérite ?

des crampes abdominales
des maux de ventre
la perte d'appétit,
les nausées,
les vomissements,
une légère fièvre (38°C),
la diarrhée (au moins 3 selles liquides ou semi-liquides tous les 24 heures)
une fatigue
parfois, un mal de tête
des douleurs musculaires
Les symptômes apparaissent brutalement, 12 à 24 heures après l'infection par le virus et ne sont pas forcément tous présents ensemble. Tant que les symptômes sont présents, la personne est contagieuse.

Envie de vomir (nausée) : que faire ? Que manger après ?

Vous êtes barbouillée ? Nauséeuse ? Un repas qui est mal passé ou le virus de la gastro peut-être ? Voici les bons réflexes à avoir sur les conseils du Dr Richard Handschuh, médecin généraliste.

Vomissement : quand s'inquiéter, comment le stopper ?

Le vomissement est un mécanisme de défense naturel de l'organisme qui permet d'évacuer le contenu de l'estomac par la bouche. Quels sont les différents types de vomissements ? Leurs causes ? Quand s'inquiéter et qui consulter ? Explications du Pr Maximilien Barret, gastro-entérologue à l'hôpital Cochin.

Que faire contre la diarrhée ?

La diarrhée est un trouble du transit qui se caractérise par des selles molles, voire liquides, en quantité anormalement élevée ou avec une fréquence de survenue augmentée, de l'ordre de plusieurs fois par jour. Contre la diarrhée, on peut :
► Manger des pâtes, du riz, de la semoule, des pommes de terre, des bouillons salés.

► Eviter les laitages et les légumes et fruits crus.
► Bien s'hydrater en buvant de l'eau ou des tisanes pour éviter la déshydratation liée à la diarrhée
► Prendre un traitement type pansements intestinaux (Smecta) et ralentisseurs du transit associé à des antipyrétiques en cas de fièvre (Dolipane), antispasmodiques (Spasfon), antiémétiques en cas de nausées et/ou vomissements.
► Prendre des solutions de réhydratation orale chez l'enfant et les personnes âgées pour compenser les fuites en sodium.

Comment de temps dure une gastro ?

La gastro-entérite dure 3 à 8 jours, parfois jusqu'à 10 jours quand elle est d'origine bactérienne ou parasitaire.

Comment se fait le diagnostic de la gastro ?

Ses symptômes étant caractéristiques de la gastro, cette pathologie est diagnostiquée assez facilement, surtout lors d'une période d'épidémie. Aucun examen n'est nécessaire devant une présentation typique. En cas de persistance au-delà d'une semaine ou devant des symptômes mal supportés, il est tout à fait possible de réaliser une prise de sang et un examen des selles (coproculture) qui permettra de rechercher une éventuelle infection bactérienne. L'identification du rotavirus se fait dans les selles des patients par immunologie (tests ELISA) ou par RT-PCR.

Quels traitements pour soigner une gastro-entérite ?

Pour soigner une gastro-entérite, rien de mieux que de se reposer. Contre les maux de tête, il faut prendre des antalgiques type paracétamol. La prise de Spasfon® peut soulager les maux de ventre. Contre la diarrhée :
► Le nifuroxazide (Ercefuryl® et ses génériques) est un anti-infectieux intestinal indiqué dans le traitement des diarrhées aigües. Il est contre-indiqué chez les moins de 18 ans depuis 2019 et uniquement sur ordonnance après.
► Les médicaments à base d'argiles, comme le Smecta® (diosmeticte) disponibles sur ordonnance ou en automédication peuvent être utilisés pour traiter la diarrhée aigüe. Ils sont contre-indiqués chez les enfants de moins de 2 ans depuis 2019, en raison de la possible présence d'infime quantité de plomb, même si le traitement est de courte durée.
► Chez les moins de 2 ans, le traitement de référence de la diarrhée est l'administration de soluté de réhydratation orale (SRO). Les SRO sont des sachets de poudre à verser dans un biberon d'eau, disponibles en pharmacie sans ordonnance.
► L'Ultra-levure peut être pris chez l'enfant et l'adulte.
12 remèdes naturels (et efficaces) contre la gastro-entérite
Nausée, mal de ventre... Vous pensez avoir une gastro-entérite ? Cette inflammation digestive peut être soulagée par des remèdes naturels comme des plantes, huiles essentielles... Liste des plus efficaces.

Comment reprendre des forces après une gastro ?

Après les épisodes de diarrhée, vomissement et nausées, l'organisme a besoin de se retaper pour reprendre des forces. Quels aliments privilégier ? Que faire pour retrouver plus d'énergie ? Les explications de Florence Foucaut, diététicienne-nutritionniste.

Quand s'inquiéter d'une gastro chez le bébé ?

La gastro-entérite doit être surveillée de près quand elle touche les enfants, particulièrement les nourrissons.
Les rotavirus sont responsables d'environ la moitié des diarrhées sévères du nourrisson nécessitant une hospitalisation. La vaccination contre les rotavirus est recommandée en France pour tous les nourrissons.
Elle nécessite 2 ou 3 doses selon le vaccin et doit être débutée à 2 mois et être achevée à 6 ou 8 mois au plus tard.

Gastro chez le bébé : fièvre, durée, symptômes, que faire ?

Diarrhée, vomissements... En hiver, la gastro, avec pour virus responsable le rotavirus, touche particulièrement les bébés et enfants de moins de 5 ans. Elle est très contagieuse. Symptômes, durée de contagion, traitement, vaccin, alimentation...

Vaccin anti gastro : nom, indications, effets secondaires

Le vaccin anti gastro (Rotarix ou Rotateq) protège du rotavirus, un virus digestif très fréquent, qui peut entraîner de graves complications chez le bébé.

Comment ne pas attraper la gastro ?

Le virus de la gastro est très contagieux. Il peut se transmettre par contact avec une personne malade, mais aussi par postillons ou en touchant un objet contaminé s'il s'agit d'une gastro-entérite virale. Pour éviter d'attraper la gastro-entérite ;
Se laver fréquemment les mains (eau et savon, ou produit hydro-alcoolique)
Nettoyer soigneusement et régulièrement les surfaces touchées par une personne malade. Certains virus (rotavirus et norovirus) sont très résistants dans l'environnement.
Eviter les lieux très fréquentés, comme les transports ou les grands magasins, en période épidémique.
Porter un masque chirurgical de protection des virus.
Aérer chaque pièce de son lieu de vie tous les jours pendant au moins 10 à 15 minutes afin de renouveler l'air et d'éviter la diffusion des microbes.







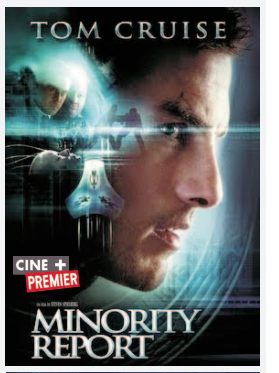


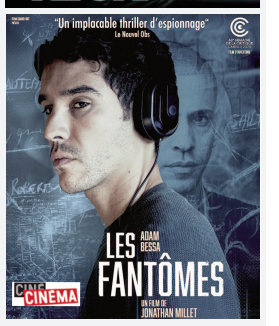




JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h05 TF1
Série humoristique (2025 - France)
Clem

21h05 France 2
Série policière - France 2023
L'art du crime

21h00 M6
Série humoristique (2025 - France)
Scènes de ménages, 15 ans : enfin réunis !

21h05 CANAL+
Série historique France - 2025
Marie-Antoinette

20h50 W9
Film d'aventures
États-Unis - 2011 - Pirates des Caraïbes: la fontaine de jouvence

20h50 CINE+ FRISSON
Film fantastique
Etats-Unis - Australie - 2014
I, Frankenstein

21h05 6ter
Comédie dramatique
France - 1984
Pinot simple flic

21h00 CINE+ PREMIER
Cinéma - États-Unis 2002
Minority Report

21h10 C8
Série policière - 2009
Commissaire Magellan

21h00 CINE+ CINEMA
Thriller - France 2024
Les Fantômes

20h50 CANAL+ family
Film d'action
Finlande - Royaume-Uni - 2014
Big Game

21h15 TMC
Film d'action
Etats-Unis - 2011
Captain America : First Avenger

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série humoristique (2020 - États-Unis)
Saison 1 - Épisode 1/2/3/4

Dave

Mike s'intéresse au processus créatif de Dave. En quête de reconnaissance, ce dernier choisit d'écrire des textes osés et provocateurs pour gagner en notoriété. Dave sort avec Ally. Il n'est pas sûr de pouvoir être à la hauteur des exigences de la jeune femme qui possède plus d'expérience que lui au lit.

23h31
Série dramatique (2023 - Grande-Bretagne)
Saison 1 Épisode 1/2/3

The Chef, la série

Après la crise cardiaque d'Andy et la fermeture du restaurant Jones and Sons, Carly a ouvert le Point North. Liam, son principal partenaire financier amène à dîner d'importants hommes d'affaires qui pourraient investir dans l'établissement. En cuisine, Johnny, un jeune commis, effectue ses premiers pas parmi l'équipe. Carly est sans cesse dérangée par les appels téléphoniques de sa mère. Elle s'absente et confie la gestion de l'équipe à Freeman.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:31	12:42	15:51	18:19	19:43
CONSTANTINE	05:37	12:47	15:56	18:24	19:47
ALGER	05:52	13:01	16:11	18:38	20:01
OUARGLA	05:43	12:52	16:06	18:33	19:52
CHLEF	05:58	13:08	16:17	18:45	20:08
MOSTAGANEM	06:03	13:13	16:22	18:50	20:13
ORAN	06:06	13:16	16:26	18:53	20:16

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8124 – LUNDI 24 FÉVRIER 2025

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	18°	11°
Oran	17°	10°
Constantine	16°	4°
Ouargla	20°	9°

DIPLOMATIE ALGÉRIENNE

Saïd Chanegriha salue la nouvelle dynamique

Le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a salué hier la dynamique que connaît actuellement la diplomatie algérienne, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Intervenant lors de la cérémonie officielle d'installation du général-major Zoubir Guela, en tant que commandant des Forces aériennes, en remplacement du général-major Mahmoud Laraba, M. Chanegriha a souligné que cette dynamique de la diplomatie algérienne a réussi à renforcer la présence de l'Algérie sur les scènes internationale et continentale, et ce à travers son rôle remarquable au sein du Conseil de sécurité des Nations unies et par le renforcement de sa représentation dans les mécanismes et instances de l'Union africaine.

«A cette occasion, je voudrais saluer et noter le mouvement actif que notre diplomatie a connu ces derniers temps, en application des sages directives du président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et qui a réussi à renforcer la présence de l'Algérie à l'échelle internationale et continentale, que ce soit à travers l'activité distinguée de notre pays dans le cadre du Conseil de sécurité des Nations unies, en tant que membre non permanent, ou en termes d'accroissement de sa représentation au niveau des mécanismes et instances de l'Union Africaine, partant de l'importance que l'Algérie attache à sa profondeur africaine», a déclaré le chef d'état-major de l'ANP.



Le général d'Armée Saïd Chanegriha.

Dans cette optique, le général d'armée a assuré que la diplomatie militaire connaît également une nouvelle dynamique. Il a affirmé que la diplomatie militaire a connu un dynamisme rapide, incarné par l'accueil de nombreuses délégations militaires étrangères de haut niveau et la réalisation de visites dans plusieurs pays, et ce dans le cadre de «nos efforts persistants pour renforcer la coopération militaire bilatérale et multilatérale avec les armées amies, ce qui renforcera notre outil de défense et lui permettra de relever les défis sécuritaires auxquels notre pays est confronté et de gagner ses paris, à la lumière des transformations géopolitiques observées dans notre espace régional».

Au terme de cette rencontre, le général d'armée Chanegriha «a souhaité à l'ensemble des personnels du commandement des Forces aériennes plein de réussite dans l'accomplissement de leurs nobles missions nationales, au service de la sécurité et de la stabilité de l'Algérie, et ce avant de suivre les interventions et écouter les préoccupations des cadres», conclut le communiqué.

S. O. Brahim

FORMATION PROFESSIONNELLE SESSION FEVRIER 2025

Nouvelles spécialités et incitations à l'entrepreneuriat

DE NOUVELLES spécialités, dont la maintenance aéronautique, la gestion des aéroports ainsi que des formations dans les secteurs de l'agriculture et de l'économie circulaire, ont été introduites à l'occasion de la session de formation professionnelle de février. C'est ce qu'a indiqué, hier, Yacine El-Mahdi Oualid, ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, M. Oualid a affirmé que ces nouvelles formations ont pour objectif de répondre aux besoins croissants du marché du travail, en particulier dans des secteurs stratégiques et en pleine expansion. Il a ajouté que «nous avons également procédé à la réduction du nombre d'offres de formations pour certaines spécialités dont les chances d'emploi sont en baisse», lors du lancement officiel de cette session de février à partir de la wilaya de Blida.

L'accent a également été mis cette année sur l'entrepreneuriat, un autre pilier majeur de la rentrée. Un cours inaugural, animé par le ministre en visioconférence, a été axé sur l'entrepreneuriat, avec l'ambition de sensibiliser et de préparer les étudiants à cette voie. Ce cours a été diffusé dans tous les centres de formation à travers le pays. Le ministre a également rappelé l'importance de l'entrepreneuriat dans l'économie nationale et a évoqué l'accompagnement des porteurs de projets après leur formation. Le secteur de la formation professionnelle œuvre ainsi à permettre aux jeunes diplômés de concrétiser leurs idées et projets, en particulier dans des domaines comme la technologie, l'innovation et les industries vertes.

Il convient de noter que la session de février propose ainsi 426 spécialités, dont 138 destinées aux jeunes ayant atteint la troisième année secondaire et 161 spécialisées dans les formations qualifiantes de courte durée. Ces formations, qui mènent à un diplôme d'Etat, sont dispensées dans tout le pays, y compris dans des régions plus éloignées, afin d'offrir des opportunités de formation à tous.

Par ailleurs, l'une des grandes nouveautés de cette rentrée réside dans l'intégration totale du numérique. Pour la première fois, les inscriptions se sont déroulées sans aucun support papier grâce à la plate-forme numérique «Takwine», lancée en janvier. Cette plate-forme a permis à 251 000 jeunes de s'inscrire à distance, offrant un accès simple, rapide et transparent à l'ensemble des formations disponibles. Les candidats ont ainsi pu découvrir les spécialités disponibles, s'inscrire et suivre le processus d'admission en ligne en toute transparence.

Le secteur a également prévu des places pédagogiques pour les cours du soir, la formation des femmes au foyer, la formation en milieu rural, ainsi que dans le cadre du dispositif d'alphabétisation. De plus, des places spécifiques ont été réservées aux bénéficiaires de l'allocation chômage et aux personnes en situation de handicap.

Sihem Bounabi

CONSEIL DES MINISTRES

Plusieurs dossiers examinés

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés portant sur plusieurs dossiers, a indiqué un communiqué de la Présidence. Parmi ces dossiers, la même source a cité notamment un exposé portant sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la feuille de route visant à réduire les délais d'attente des navires en rade et de traitement des marchandises à l'importation. Le Conseil des ministres a également examiné, lors de cette réunion, la généralisation du réseau de fibre optique, ainsi que l'évolution de la consommation intérieure de gaz et de produits pétroliers, est-il précisé dans le communiqué de la présidence de la République.

S. N.

ORAN

Le wali supervise la rentrée professionnelle

LE WALI d'Oran, Samir Chibani, a supervisé hier la rentrée de la formation professionnelle pour la session février 2025 et souligné, à cette occasion, que le secteur a enregistré, ces dernières années dans la wilaya d'Oran, une augmentation remarquable du nombre de stagiaires. Ces derniers sont répartis à travers 108 instituts de formation assurant 9 250 places pédagogiques. Selon le wali, cette augmentation résulte du nombre important d'établissements de formation répartis dans toute la wilaya, ce qui a permis d'attirer 17 000 stagiaires à la rentrée du mois d'octobre 2024 et 8 350 nouveaux inscrits via la plateforme numérique. Le wali a fait savoir que le type et le nombre de spécialités destinés aux stagiaires ont été renforcés cette saison par deux nouvelles spécialités, à savoir l'aquaculture et la réparation des filets de pêche. Il a souligné l'importance et l'attention que les plus hautes autorités du pays, dirigées par le président de la République, accordent à ce secteur, afin de faire progresser l'économie nationale dans divers domaines, notamment à travers l'accompagnement permanent des changements qui se produisent dans les compétences de la main-d'œuvre nécessaires aux diverses activités économiques et d'investissement. Le wali a estimé que le secteur de la formation professionnelle est considéré comme l'un des premiers à ouvrir le champ de l'investissement privé à travers la création d'institutions de formation privées accréditées, en mettant en avant son rôle primordial dans la réalisation du développement durable et la construction de l'économie de l'État. Il a, par ailleurs, fait savoir que cette formation ne se limite pas à ceux qui n'ont pas la chance de poursuivre leur parcours académique, mais qu'elle constitue plutôt une orientation vers la vie pratique et une préparation à celle-ci sur le plan professionnel. Le wali a appelé les stagiaires à prendre les devants dans la nouvelle Algérie, en particulier dans la wilaya d'Oran, cette ville à laquelle les autorités supérieures ont accordé tout le soin et l'attention et lui ont conféré le statut approprié qui l'a placée parmi les villes leaders. Le responsable a par la même occasion supervisé la remise de prix aux jeunes créateurs diplômés des établissements de formation. Un accord de coopération a également été signé entre le secteur de la formation professionnelle et des partenaires économiques.

D'Oran, Brahim Mazi